Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mercredi 12 février 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°571 ■

SALON «AERO INDIA»

Le Général d'Armée Chanegriha prend part à la cérémonie d'ouverture

P 16

GAZODUC TSGP

Le projet de gazoduc transsaharien prend forme

La coopération énergétique entre l'Algérie, le Nigeria et le Niger a franchi un nouveau pas, avec la réunion hier au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal, d'experts de ces 3 pays, y compris des représentants de Sonatrach, Sonidep (Niger) et NNPC (Nigeria). La réunion a débuté, mardi à Alger, dans le cadre des travaux de la 4e réunion ministérielle du comité de pilotage du projet du gazoduc transsaharien (TSGP). P 3

DISTRIBUTION DE L'EAU DURANT LE RAMADHAN

Mise en place d'un dispositif spécial

À l'approche du mois de Ramadhan, la question de l'approvisionnement en eau potable reste une priorité pour les citoyens. En effet, la consommation d'eau augmente de manière significative durant cette période, en raison des besoins accrus pour la préparation des repas, l'hygiène et les prières nocturnes.

P 2

ÉRADICATION DU MARCHÉ PARALLÈLE

Kaoubi prône l'unification des taux de change

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé lundi une réunion de travail dédiée à la mise en œuvre de l'augmentation de l'allocation touristique, désormais fixée à 750 euros.

P 3

BOUMERDES

Le ministre de l'Industrie supprime les obstacles aux projets d'investissement

Le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, a souligné l'accélération du rythme de suppression des obstacles aux projets d'investissement en attente.
Lors de sa visite ce mardi, à Boumerdès, le ministre de l'Industrie a supervisé la délivrance de licences d'exploitation à un certain nombre d'investisseurs actifs dans la wilaya.

P 5

BOUIRA

Un nouveau pôle urbain en perspective entre Kadiria et Lakhdaria P 2

CONSTANTINE

Ouverture du 5e Salon international des constructions modernes et des nouvelles technologies P 6

COMMERCE

Zitouni appelle les opérateurs économiques à établir des partenariats avec «MAGROS» P 5

ALGER

Coupure d'eau potable dans plusieurs communes ce mercredi

La Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL) a annoncé des travaux de maintenance sur le système de transfert d'eau depuis la station de pompage d'El Madania vers les réservoirs de distribution de Bouzareah. Ces interventions entraîneront une interruption de l'alimentation en eau potable dans plusieurs communes d'Alger ce mercredi.
Selon le communiqué de SEAAL, la coupure concernera les communes de Bir Khadem, Saoula, ainsi que la cité urbaine d'Aïn Malha, Beni Messous, Bouzareah, Ben Aknoun, et la partie haute de la commune d'El Biar. Seront également impactés les quartiers de Oued Koriche (Bouferezz), Bab El Oued (Zghara), Rais Hamidou (Sidi El Kebir), ainsi que Chéraga et Dely Brahim.La reprise progressive de l'alimentation en eau potable est prévue pour le jeudi suivant, précise la SEAAL.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

25 morts et 1245 blessés en une semaine

Vingt-cinq (25) personnes sont décédées et 1245 autres ont été blessées dans 1085 accidents de la circulation survenus durant la période du 2 au 8 février à travers le pays, indique mardi un bilan hebdomadaire de la Protection civile.
Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Alger avec 3 morts et 130 blessés, suite à 132 accidents, précise la même source.
Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 482 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (91 incendies), Blida (31) et Oran (24).
Durant la même période, les éléments de la Protection civile ont procédé au sauvetage de 508 personnes en situation de danger et exécuté 5191 opérations d'assistance diverses, ajoute la même source.

POUR LA SIGNATURE DE 2 CONTRATS STRATÉGIQUES

Yalidine El Djazair Service choisit Salama Assurances compagnie d'assurance «Takaful» en Algérie

Ce mercredi 12 février 2025 marquera une étape importante pour la Spa Yalidine El Djazair Service et Salama Assurances, qui procèdent à la signature de deux accords majeurs lors d'une cérémonie officielle.

L'événement, qui se tiendra au siège de Salama Assurances à Said Hamdine dès 10 heures, sera présidé par Monsieur Mohamed Benarbia, directeur général de Salama Assurances, et Monsieur Djamel Eddine Toumiat, Directeur Marketing et Relations Publiques de Yalidine El Djazair Service.
Le premier contrat concerne la fourniture de services logistiques par Yalidine El DjazairService, notamment en ce qui a trait à la distribution de courrier et de colis, pour le compte de Salama Assurances et de son réseau d'agents généraux.
Le second accord porte sur la couverture assurantielle destinée à l'ensemble des filiales et du personnel de Yalidine, garantissant ainsi une protection renforcée de ses ressources matérielles et immatérielles. Il est important de noter que Salama Assurances est une compagnie d'assurance « Takaful » sur le marché Algérien.

Un partenariat mutuellement avantageux
Cette collaboration illustre la volonté commune des deux entités d'optimiser leurs synergies et de proposer des solutions innovantes et performantes dans leurs domaines respectifs. En associant l'expertise logistique à des services d'assurance de qualité, ce partenariat jette les bases d'une coopération durable au service de leurs clients et partenaires.

BOUIRA

Un nouveau pôle urbain en perspective entre Kadiria et Lakhdaria

Une étude a été lancée récemment pour la réalisation d'un nouveau pôle urbain au lieu-dit Ghedioua, située à la lisière entre les villes de Kadiria et Lakhdaria (Ouest de Bouira) sur une superficie de plus de 50 hectares, a-t-on appris mardi auprès de la direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction (DUAC).
L'étude vient d'être lancée pour la réalisation du futur pôle urbain qui comprendra 5000 logements tous segments confondus, des établissements scolaires, une mosquée, et d'autres structures indispensables pour la vie des populations, a expliqué à l'APS la directrice de l'urbanisme, Fatma-Zohra Haddadi.
Une réunion a regroupé récemment les différents responsables et élus locaux de la daïra de Lakhdaria pour examiner et mettre les moyens nécessaires en vue de réaliser dans les quelques années à venir ce projet qui va alléger la pression sur les villes de Kadiria et de Lakhdaria.
Ce futur pôle urbain sera implanté à quelque 50 km de la capitale Alger, et à quelques encablures de l'autoroute Est-ouest, ce qui permettra de créer une nouvelle dynamique économique et commerciale dans les régions de Lakhdaria et de Kadiria. Le projet nécessite une enveloppe financière de l'ordre de près de 5 milliards de dinars, dont plus de 2 milliards de dinars uniquement pour les travaux d'aménagement.
Il s'agira de la réalisation des routes, des réseaux d'eau potable et d'assainissement, ainsi que de l'éclairage public, entre autres, selon la fiche technique présentée lors de la réunion consacrée au projet, tenue récemment au siège de la daïra de Lakhdaria.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

GAZODUC TSGP

Le projet de gazoduc transsaharien prend forme

La coopération énergétique entre l'Algérie, le Nigeria et le Niger a franchi un nouveau pas, avec la réunion, hier, au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal, d'experts de ces 3 pays, y compris des représentants de Sonatrach, Sonidep (Niger) et NNPC (Nigeria). La réunion a débuté, mardi à Alger, dans le cadre des travaux de la 4e réunion ministérielle du comité de pilotage du projet du gazoduc transsaharien (TSGP). Les travaux se sont tenus avec la participation du ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab, du ministre du Pétrole de la République du Niger, Sahabi Oumarou et du ministre d'Etat chargé des Ressources pétrolières de la République fédérale du Nigeria, Ekperikpe Ekpo. Il s'agira d'examiner l'état d'avancement de la mise en œuvre de la feuille de route arrêtée lors de la dernière réunion, tenue à Abuja (Nigeria).

Par Réda Hadi

Intervenant, à l'occasion de l'ouverture des travaux de la réunion ministérielle des pays impliqués dans le projet de gazoduc transsaharien (Nigeria, Niger et Algérie), le ministre d'Etat, ministre de l'Energie M. Mohamed Arkab a assuré que le projet en question constitue une vision commune et non seulement un projet pour la réalisation d'une infrastructure pour les trois pays.

Arkab a renouvelé, à cette occasion, l'engagement de l'Algérie pour la concrétisation de ce projet : « L'Algérie est pleinement engagée pour réaliser ce projet et nous continuerons à travailler étroitement avec le Niger et le Nigeria pour réaliser ce grand rêve africain et établir les bases du futur de l'énergie en Afrique. Un avenir dans lequel le continent africain jouera un rôle clé pour fournir l'énergie pour le Monde et assurer le développement pour les peuples africains » a-t-il expliqué.

Poursuivant son intervention, M. Arkab a assuré que la réalisation du projet TSGP contribuera à réaliser le développement économique et social en Afrique comme il appuiera la complémentarité africaine en reliant le Nord et au Sud du Sahara : « La réussite de ce projet dépend de notre volonté politique et notre coopération économique et financière. Aujourd'hui nous sommes devons une occasion historique pour transformer ce projet en un levier économique pour l'Afrique » a-t-il ajouté

L'Algérie avait déjà abrité le 28 juillet 2022 au CIC, la 3e réunion sur le TSGP. La réunion d'Alger avait abouti à la signature d'un mémorandum d'entente entre les trois pays, à travers lequel ils ont réaffirmé "leur engagement à poursuivre la coordination et l'action commune pour la réalisation de ce projet important".

Le TSGP est une initiative stratégique visant à réaliser un gazoduc continental permettant d'acheminer le gaz naturel du Nigeria, via le Niger, vers l'Algérie, afin d'être exporté vers les marchés européens et d'autres destinations internationales.

Ce projet qui s'inscrit dans le cadre du "Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), contribue largement à conforter la place du continent africain en tant que principal fournisseur de l'énergie au niveau mondial".

Le projet du gazoduc transsaharien tend à réaliser plusieurs objectifs stratégiques consistant, entre autres, à assurer une nouvelle et importante voie pour l'exportation du gaz naturel africain vers les marchés internationaux, soutenir le développement économique, renforcer les capacités énergétiques des trois pays, et contribuer à la sécurité énergétique mondiale, en diversifiant les sources de gaz naturel.

GAZODUC TSGP

Des accords pour accélérer la réalisation du projet

L'Algérie, le Nigéria et le Niger ont signé, hier mardi à Alger, des accords pour accélérer la réalisation du projet du gazoduc transsaharien.

Il s'agit d'un contrat de mise à jour de l'étude de faisabilité du projet, d'un contrat de compensation et d'un accord de non-divulgation (NDA) entre les sociétés d'énergie des trois pays.

La signature a eu lieu à l'issue de la 4e réunion ministérielle du comité de pilotage du projet du gazoduc transsaharien (TSGP), tenue au Centre international de conférences Abdelatif-Rahal (CIC, Alger).

Le contrat de mise à jour de l'étude de faisabilité a été signé par le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab, le ministre d'Etat chargé des Ressources pétrolières de la République fédérale du Nigeria, Ekperikpe Ekpo et le ministre du Pétrole de la République du Niger, Sahabi Oumarou, en présence du ministre nigérien de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de l'Environnement, Maizama Abdoulaye.

Le contrat de compensation et l'accord de non-divulgation (NDA) ont été signés par le PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi et ses homologues nigérian et nigérien.

Le TSGP pour rappel, est une initiative stratégique visant à réaliser un gazoduc continental permettant d'acheminer le gaz naturel du Nigeria, via le Niger, vers l'Algérie, afin d'être exporté vers les marchés européens et d'autres destinations internationales.

ÉRADICATION DU MARCHÉ PARALLÈLE

Kaoubi prône l'unification des taux de change

Par Mourad A.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé lundi une réunion de travail dédiée à la mise en œuvre de l'augmentation de l'allocation touristique, désormais fixée à 750 euros. Cette décision vise à améliorer le pouvoir d'achat des voyageurs algériens tout en réduisant leur dépendance au marché informel des devises. Toutefois, elle suscite des réactions partagées parmi les experts et économistes. L'expert économique et financier Mahfoud Kaoubi estime que bien que cette mesure augmente la demande en devises, elle ne pourra stabiliser l'économie que si elle est accompagnée d'une réforme structurelle du marché des changes, notamment l'unification des taux.

Dans son intervention sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale, Kaoubi a précisé que l'augmentation de l'allocation touristique, qui représente une multiplication par sept et demie par rapport aux 100 euros alloués auparavant, entraînera une forte demande de devises dans les circuits officiels. Toutefois, il a souligné que cette mesure n'a pas uniquement pour objectif d'améliorer le pouvoir d'achat des voyageurs, mais aussi de répondre à des enjeux économiques plus globaux. En effet, cette initiative pourrait soulever des questions concernant l'équilibre extérieur du pays et affecter ses réserves de change, déjà sous pression face à une demande accrue. L'expert a d'ailleurs averti :

Qu'avec près de quatre millions d'Algériens susceptibles de bénéficier de cette allocation, la demande en devises pourrait devenir ingérable. Malgré cette hausse, il a ajouté que l'allocation, bien qu'importante, reste insuffisante pour couvrir les frais réels des voyageurs, notamment les coûts de transport entre l'aéroport et leur lieu d'hébergement, ce qui complique encore la situation.

Kaoubi a également rappelé que, malgré cette augmentation significative, le véritable défi reste la question de l'unification des taux de change. Selon lui, la vraie réforme à entreprendre est l'unification des taux de change, car la coexistence de deux marchés parallèles, l'officiel et l'informel, engendre une distorsion majeure qui perturbe les équilibres économiques du pays. Il estime que la dualité des prix de change est la principale cause de la persistance du marché noir des devises, et qu'il est désormais crucial de revoir le système de change pour éliminer cette distorsion.

Bien que cette révision soit une décision difficile, elle est selon lui essentielle pour stabiliser l'économie et garantir un accès plus transparent et équitable aux devises, tant pour les opérateurs économiques que pour les citoyens.

L'augmentation de l'allocation touristique s'inscrit ainsi dans une dynamique plus large, visant à réduire cette dualité des taux de change. Cependant, Kaoubi souligne que pour que cette mesure ait un impact réel, des réformes structurelles plus profondes sont nécessaires. Une des solutions envisagées pourrait être la libéralisation progressive du marché des changes, ce qui offrirait un accès plus fluide et plus juste aux devises. À ce propos, l'ouverture de bureaux de change dans les aéroports et ports, une initiative prévue par la Société de gestion des services et infrastructures aéroportuaires d'Alger, représente une première étape pour capter une partie des devises qui circulent actuellement dans le marché parallèle. En outre, Kaoubi insiste sur la nécessité d'agir sur la qualité des prix afin de parvenir à un marché des devises unifié. Pour lui, des prix unifiés conduisent à des marchés unifiés, et cela permettrait à l'économie algérienne de retrouver un équilibre plus stable. Il estime qu'une révision en profondeur du système de change permettrait de libérer le potentiel économique du pays et d'éliminer la perversité des prix qui nuit à l'efficacité du système. Bien que l'augmentation de l'allocation touristique offre des avantages immédiats, Kaoubi avertit qu'elle ne pourra résoudre les problèmes économiques du pays de manière durable que si une réforme structurelle du marché des changes est mise en place. L'alignement des taux officiels et parallèles est donc essentiel pour garantir une stabilité à long terme de l'économie algérienne. Pour cela, une approche graduelle et réfléchie est indispensable afin de répondre aux besoins des citoyens tout en assurant une viabilité économique pérenne.

BLIDA

Création de fonds économiques privés pour le financement des projets des jeunes

Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse) CSJ), Mustapha Hidaoui a révélé, lundi à partir de Blida, la création prochaine de Fonds économiques privés pour le financement et la diversification du soutien assuré aux projets portés par les jeunes.

Dans une déclaration à la presse en marge du lancement, à l'université Ali Lounici de Blida, de la 2e édition du Forum national de l'emploi et de l'entrepreneuriat qui s'étalera sur deux jours, M. Hidaoui a indiqué que dans le cadre de l'amélioration de l'écosystème entrepreneurial en Algérie, le " Conseil du renouveau économique algérien (CREA) va prochainement mettre en place des fonds économiques destinés à la diversification du soutien assuré aux projets des jeunes".

L'annonce de cette procédure se fera dans le cadre d'un atelier spécial qui sera organisé prochainement par le CSJ et auquel participeront le CREA et plusieurs secteurs concernés, a-t-il ajouté.

M. Hidaoui a souligné que l'Etat algérien a créé plusieurs fonds de financement pour les jeunes, toutefois, vu le nombre important des projets, il est devenu impératif de rechercher et de diversifier les sources et les mécanismes de financement. Ces nouvelles sources de financements se concrétiseront bientôt à travers la création de fonds privés dans différentes régions du pays.

Ces fonds constitueront "un facteur de soutien pour nos jeunes et permettront d'améliorer l'écosystème entrepreneurial dans notre pays ", a noté M. Hidaoui.

Il a aussi insisté sur la nécessité de relever le nombre des jeunes ayant intégré le monde de l'entrepreneuriat, à travers l'exploitation de toutes les opportunités et moyens disponibles en vue d'atteindre les objectifs du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant la création de 450.000 emplois et 20.000 start-up à l'horizon 2029.

Présent à l'ouverture de ce forum, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah a affirmé la détermination de son département à améliorer le climat entrepreneurial en vue de la création de start-up orientées vers la mondialisation et œuvrant pour une forte contribution à l'économie nationale "grâce à la fédération des efforts des différents secteurs".

Il a ajouté que l'Algérie, classée 2e en Afrique en matière de création de start-up, "est déterminée à se hisser au rang d'économie pionnière dans le continent africain et en méditerranée, d'autant plus que le pays dispose d'un important potentiel de jeunes".

Pour sa part, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, également présent à l'ouverture de cette rencontre nationale organisée par la Commission de l'emploi, de l'entrepreneuriat, de l'innovation et de l'économie de la connaissance, a souligné que son secteur est un " intermédiaire important entre les jeunes et les partenaires économiques qui proposent des offres d'emplois ". Il a exposé, à l'occasion, les différentes mesures incitatives que son secteur offre aux jeunes.

M. Bentaleb a révélé que son département a déboursé 28,2 milliards de DA au cours des cinq dernières années sous forme d'incitations financières (réduction du taux de souscription pour les auto-entrepreneurs) ayant permis aux jeunes de créer plus de 155.000 micro-entreprises qui ont contribué de manière significative à la résorption du chômage.

Le représentant du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Ahmed Mir, qui a aussi assisté à la séance d'ouverture du forum, a exposé les différentes mesures incitatives décidées par l'Etat au profit des étudiants porteurs de projets et autres mécanismes mis en place pour les accompagner dans la création de leurs start-up et micro-entreprises. Des mesures qui se sont traduites par la création de 9.500 start-up durant ces dernières années et qui illustrent, selon lui, d'un environnement favorable à l'investissement.

Pour sa part, le directeur général du CREA, Ali Oumellal, s'est félicité de l'organisation de ce forum national, qui " permettra l'amélioration de la culture entrepreneuriale chez les jeunes ", soulignant l'attachement du CREA à améliorer le climat de l'emploi et de l'entrepreneuriat par la création de fonds d'appui au financement des projets des jeunes.

Cette rencontre nationale, marquée par la présence de plus de 200 participants issus de différentes wilayas et dont les travaux se poursuivent en ateliers fermés, vise l'engagement de discussions approfondies sur les défis auxquels font face les jeunes en matière d'emploi et de création de start-up et des opportunités qui leur sont offertes.

Elle sera clôturée par l'émission de recommandations qui seront transmises aux autorités concernées.

CONSTANTINE

Ouverture du 5e Salon international des constructions modernes et des nouvelles technologies (BUILTEC 2025)

La cinquième édition du Salon international des constructions modernes et des nouvelles technologies (BUILTEC 2025) s'est ouverte lundi à Constantine.

Mohamed-Sifeddine Salhi, directeur de Media Smart, structure organisatrice de cette manifestation de quatre jours, a indiqué dans une déclaration aux médias, que les participants à cette édition proposent les dernières innovations dans les domaines de la construction et des nouvelles technologies.

Il a ajouté que cette 5ème édition se singularise par la diversité des offres qui incluent des matériaux et des technologies modernes, conformes aux normes de durabilité et d'efficacité énergétique, et se concentre sur l'intégration de solutions intelligentes dans le secteur de la construction, faisant de ce salon "une occasion importante pour les professionnels et les acteurs économiques de découvrir les nouveautés et d'ouvrir de nouveaux horizons de partenariat et de coopération".

M. Salhi a ajouté que les visiteurs trouveront un "espace unique" qui leur permettra de vivre "d'explorer virtuellement des palais et des monuments historiques de Constantine grâce à la technologie immersive qui les transporte numériquement à l'intérieur de ce patrimoine dans le cadre d'une initiative visant à utiliser la technologie pour préserver le patrimoine urbain et culturel".

Le BUILTEC 2025 comprend également des pavillons consacrés aux énergies renouvelables et aux solutions relatives à l'économie d'énergie ainsi que des entreprises "phares" dans les domaines de la construction, de l'urbanisation, de la gestion et de la promotion immobilière.

Différents matériaux de construction, tels que le granit et le verre, ainsi que les derniers équipements d'ameublement, sont exposés, tandis que des entreprises spécialisées dans l'automatisation et l'intelligence artificielle présenteront leurs systèmes modernes de gestion des bâtiments, y compris l'adaptation des ascenseurs et le contrôle intelligent de toutes les installations.

A cette occasion, un espace a été réservé aux rencontres bilatérales entre investisseurs et hommes d'affaires, afin de leur offrir l'opportunité d'échanger leurs expériences, de conclure des partenariats, ce qui est de nature, a-t-on indiqué, de renforcer la coopération entre différents acteurs économiques et, partant, contribuer à dynamiser l'économie nationale et à ouvrir de nouveaux horizons pour le développement et l'investissement.

A travers cette nouvelle édition, le Salon continue de renforcer sa position en tant que plateforme majeure rassemblant les professionnels et les experts, et offrant un espace de dialogue, d'échange d'expériences et de création de nouvelles opportunités d'investissement combinant la préservation du vieux bâti avec l'utilisation de l'innovation au service du secteur de la construction, selon les organisateurs.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,00	-1,32	8,10	7,14	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 370,00	NC	0,00	0,33	2,64	7,11	7,59	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 271,00	2270,00	-0,04	-0,14	-0,41	11,94	5,51	945	2 145 150,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-2,58	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-10,44	2,03	-	0	0,00

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 10 فيفري 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 10 Février 2025

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج / كلغ المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	78	91	64	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	95	110	79	الطماطم	
	Oignon sec	52	59	46	البصل الجاف	
	Ail sec	526	592	459	الثوم الجاف	
	Carotte	68	78	59	الجزر	
	Navet	79	88	69	لفت	
	Choux fleur	65	74	56	قرنبيط	
	Choux	83	92	74	الكرنب	
	Courgette	156	172	140	الكوسة	
	Haricot vert	353	371	335	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	95	106	83	الخس	
Fruits frais	Mandarine	120	150	90	المندرين	فواكه طازجة
	Orange	100	130	70	البرتقال	
	Citron	110	135	85	الليمون	
	Pomme locale	411	526	297	التفاح المحلي	
	Datte	530	670	390	التمر	
	Banane	449	463	436	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1762	1893	1630	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	347	359	336	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	19	16	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	90	حليب البقر (لتر)	

DISTRIBUTION DE L'EAU DURANT LE RAMADHAN

Mise en place d'un dispositif spécial

À l'approche du mois de Ramadhan, la question de l'approvisionnement en eau potable reste une priorité pour les citoyens. En effet, la consommation d'eau augmente de manière significative durant cette période, en raison des besoins accrus pour la préparation des repas, l'hygiène et les prières nocturnes. Conscients de cette réalité, les autorités ont pris des mesures adaptées. Belaid Mezirkat, Directeur central chargé de l'eau potable au ministère de l'Hydraulique, a ainsi annoncé la mise en place d'un dispositif spécial visant à garantir une distribution équitable de l'eau durant ce mois sacré.

Par Mourad A

Pour répondre aux besoins spécifiques des foyers algériens pendant le Ramadhan, les autorités ont décidé d'ajuster les horaires de distribution de l'eau. Lors de son intervention sur un média privé, Mezirkat a précisé que dans les wilayas où l'approvisionnement se fait selon le système « un jour sur deux », l'eau sera désormais disponible chaque jour, de 15h00 à 22h00. Ce créneau a été choisi pour coïncider avec les heures de préparation des repas et la rupture du jeûne, assurant ainsi un accès suffisant à l'eau dans les moments les plus cruciaux de la journée. Parallèlement, des équipes techniques ont été mobilisées pour surveiller en temps réel la distribution et intervenir rapidement en cas de dysfonctionnement. Une cellule de veille a également été mise en place pour garantir le bon déroulement du programme et assurer une répartition équitable entre les différentes communes concernées.

Dans le cadre des efforts visant à renforcer la sécurité hydrique du pays, cinq nouvelles stations de dessalement d'eau de mer devraient être mises en service d'ici la fin du mois de février. Ces infrastructures stratégiques permettront d'augmenter la capacité de production nationale de 1,8 million de mètres cubes par jour, réduisant ainsi la dépendance aux sources traditionnelles, telles que les barrages et les nappes phréatiques. « Avec ces stations, nous visons une meilleure résilience face aux aléas climatiques et une réponse plus efficace aux besoins croissants de la population », a souligné Mezirkat. L'intégration de ces stations dans le réseau national permettra également de garantir un approvisionnement plus régulier, notamment dans les régions souffrant de stress hydrique chronique.

En parallèle, le responsable a révélé que, grâce aux récentes précipitations, le taux de remplissage des barrages à l'échelle nationale a atteint 38 %. Toutefois, ce chiffre dissimule d'importantes disparités régionales. Alors que l'est du pays enregistre un taux de remplissage avoisinant les 57 %, l'ouest du pays affiche des niveaux bien plus faibles, atteignant à peine 14 %. « Cette situation met en évidence la nécessité d'une gestion plus équilibrée des ressources disponibles. Face à cette inégalité, le ministère de l'Hydraulique s'efforce de renforcer les capacités de stockage et de transport de l'eau, en accélérant la construction de nouveaux barrages et en modernisant les réseaux de distribution », a-t-il expliqué.

L'interconnexion des systèmes d'adduction entre différentes wilayas représente également une solution pour mieux équilibrer l'approvisionnement et atténuer les effets des sécheresses locales. Les efforts du ministère s'inscrivent dans une vision à long terme, visant à assurer une gestion plus efficiente des ressources en eau. « Outre le dessalement, d'autres mesures complémentaires sont mises en œuvre, comme le recyclage des eaux usées pour l'irrigation agricole et l'optimisation des réseaux de distribution pour minimiser les pertes », a ajouté Mezirkat. Le développement de solutions technologiques, telles que l'installation de compteurs intelligents et la modernisation des infrastructures, permettra également de mieux maîtriser les consommations et de garantir une répartition plus équitable des ressources disponibles.

En anticipant les besoins spécifiques du Ramadhan et en investissant dans des infrastructures modernes, les autorités cherchent à concilier urgence et développement durable. Toutefois, la réussite de ce programme repose également sur la coopération des citoyens. Une utilisation rationnelle et responsable de l'eau est essentielle pour garantir un approvisionnement continu à l'ensemble de la population. Si ces mesures constituent une avancée significative, il reste à voir si elles seront suffisantes pour répondre aux attentes des citoyens et éviter les désagréments souvent constatés durant cette période cruciale. À l'avenir, la mise en place d'une stratégie globale et intégrée pour la gestion de l'eau sera indispensable afin d'assurer un accès durable et équitable à cette ressource vitale

BOUMERDES

Le ministre de l'Industrie supprime les obstacles aux projets d'investissement

Le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, a souligné l'accélération du rythme de suppression des obstacles aux projets d'investissement en attente. Lors de sa visite ce mardi, à Boumerdès, le ministre de l'Industrie a supervisé la délivrance de licences d'exploitation à un certain nombre d'investisseurs actifs dans la wilaya. Cela s'inscrit dans le cadre du processus de suppression des obstacles aux projets d'investissement en attente. Le ministre a noté le rythme auquel les obstacles aux projets d'investissement en attente ont été supprimés. Il a salué l'activité industrielle de la wilaya, qui compte 14 entreprises pour 1 000 habitants, appelant à relever ce pourcentage pour atteindre la moyenne nationale estimée à 29 établissements.

Le ministre a souligné que les nouvelles unités qui entreront en service donneront un nouvel élan à la wilaya de Boumerdes et refléteront la volonté politique de l'Etat algérien, sous les directives du Président de la République, visant à diversifier l'économie et à accélérer le rythme des investissements.

A titre de référence, la wilaya de Boumerdès compte 14 943 entreprises dont la plupart opèrent dans le secteur des services, l'industrie, la construction et les travaux publics fournissent environ 92 000 emplois.

Le nombre d'établissements actifs dans le secteur industriel est estimé à 2.812 établissements, principalement actifs dans les industries alimentaires, sidérurgiques, papetières et du bois.

En ce qui concerne le foncier industriel, la wilaya dispose de 556 hectares répartis sur une zone industrielle et 31 zones d'activités. Trois mini-zones d'activités d'une superficie de 4,5 hectares ont également été créées.

COMMERCE

Zitouni appelle les opérateurs économiques à établir des partenariats avec «MAGROS»

Le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, a appelé, lundi à Alger, les opérateurs économiques à établir des partenariats économiques avec la Société de réalisation et de gestion des marchés de gros "MAGROS", dans le but de contribuer à la régulation du marché et d'assurer la disponibilité des produits de base, indique un communiqué du ministère.

Cette déclaration a été faite lors d'une rencontre consultative ayant réuni M. Zitouni et le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, avec les organisations et associations professionnelles, en présence d'opérateurs économiques de divers secteurs, et ce dans le cadre de l'"approche participative du secteur et en prévision du mois sacré de Ramadhan", précise la même source.

Lors de cette rencontre, M. Zitouni a invité les opérateurs économiques à "établir des partenariats économiques avec l'entreprise "MAGROS", qui sera soumise à un plan de modernisation en 2025, dans le but de renforcer son rôle dans la régulation du marché national pour divers produits agricoles et alimentaires, et ce, à travers ses marchés régionaux de fruits et légumes, en profitant des vastes espaces dont elle dispose et qui peuvent être utilisés comme plateformes de distribution, ainsi que des chambres froides et des espaces de stockage."

JIJEL

Mise en service de plusieurs projets à Texenna

Plusieurs projets de développement destinés à améliorer les conditions de vie des habitants de la commune Texenna (23 km au Sud de Jijel) ont été mis en service dernièrement, a-t-on appris lundi auprès du président de l'Assemblée populaire communale (APC).
La majorité des 63 projets de développement retenus pour la commune au titre de l'exercice précédent 2024 viennent d'entrer en service dernièrement, a précisé M. Messaoud Bez.
Le secteur des travaux publics dans cette commune a bénéficié de la concrétisation de nombreuses opérations d'entretien et de revêtement des routes dont les routes d'Oum N'djer Soufla, Tazrout Soufla et Siwana outre la réhabilitation de la route reliant la RN-77 à Lemraïdj et celle entre le chemin de wilaya CW-137A et la mechta Hemara Soufla qui ont permis d'améliorer sensiblement la fluidité du trafic.
Un projet de rénovation du réseau d'approvisionnement en eau potable des localités de Rakada Soufla, Sekata, Ouled Ghecham, Ferdjoun et Ablout a été également réalisé outre un château d'eau d'une capacité de 1000 m3 au chef-lieu de la commune ayant permis d'améliorer l'alimentation des habitants de ces localités en cette ressource vitale, a ajouté le même élu.
D'autres projets ont été également réceptionnés au profit des secteurs de la jeunesse et des sports, de l'éducation et de l'énergie et d'autres encore projets le seront courant 2025, selon le même responsable qui a souligné que le second trimestre de cette année verra le lancement des travaux d'autres opérations portant, notamment sur l'extension du réseau d'éclairage public et le revêtement d'axes routiers.

TIZI-OUZOU

25 exposants à la manifestation «Les semaines de l'artisanat»

Vingt-cinq exposants participent à la première phase de la manifestation "Les semaines de l'artisanat", qui se veut un espace de vente aux artisans et qui a été lancée lundi dans la ville de Tizi-Ouzou, a-t-on appris des organisateurs.

Initiée par la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM), cette manifestation a regroupé des artisans de Tizi-Ouzou et d'autres wilayas, dont Alger, Biskra, Boumerdes, Batna et Tlemcen, activant dans divers domaines tel que la bijouterie, la poterie, l'habit traditionnel, la production artisanale d'épices, de cosmétiques, de savon et d'huile essentielles et végétales.
"Les semaines de l'artisanat sont une opportunité pour les artisans de commercialiser et de promouvoir leurs produits et pour les citoyens de faire leurs achats directement auprès des producteurs en ayant un produit authentique et à bon prix", a indiqué, à l'APS, le directeur de la CAM, Azzedine Abdous.
De son côté, le président de la Chambre, Hebbas Makhlouf, a souligné que cette manifestation permet de prendre en charge l'un des problèmes auxquels sont confrontés les artisans, à savoir la commercialisation de leurs produits.
Organisée à la veille du Ramadhan, l'exposition est une occasion pour les familles de faire emplette, en particulier les femmes, qui aiment renouveler leur vaisselle pour embellir leur table durant le mois sacré.
Elles pourront acheter directement auprès du producteur ce dont elles ont besoin, dont l'incontournable marmite en terre cuite pour préparer les fameuses chorba et Hrira algériennes.
Et pour satisfaire la clientèle, les potières ont su être à l'écoute de la demande en la matière, en s'adaptant à chaque fois aux besoins des acheteurs.
Ainsi, on retrouve sur les stands divers ustensiles allant des traditionnels plats pour préparer et cuire la galette, les jarres et bols à soupe, aux produits plus modernes comme les poêles à frire, casseroles et plats à gratin, entre autres, le tout réalisé en terre cuite.
La manifestation s'étalera du 10 au 27 du mois courant, soit trois semaines environ, à la placette de l'hôtel Le Belloua de la ville de Tizi-Ouzou. Chaque semaine un nombre d'artisans (25 en moyenne) exposeront leurs produits, a précisé M. Abdous.
Une autre manifestation du genre sera lancée le 7 mars prochain et se poursuivra jusqu'à la fin du mois de Ramadhan, a-t-il dit.
Cette exposition a été organisée à la faveur de la signature d'une convention entre la Chambre de l'artisanat et l'entreprise touristique de kabylie (ETK) qui gère les hôtels Lalla Khedidja, Le Belloua à Tizi-Ouzou et l'auberge le Bracelet d'Argent à Beni Yenni, au titre de laquelle des expositions artisanales seront organisées au niveau de ces établissements hôteliers, ont expliqué le directeur et le président de la CAM.

Plus de 550 millions DA pour la solidarité durant le mois du Ramadhan

Une somme totale de 554,453 millions de DA est allouée par différents organismes à l'opération de solidarité durant le mois de Ramadhan à Tizi-Ouzou, a indiqué lundi un communiqué de l'Assemblée populaire de wilaya (APW).
Il s'agit de 160 millions DA alloués par l'Assemblée élue, qui s'ajoutent aux 364,453 millions DA dégagés par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, ainsi qu'un montant de 30 millions DA du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme.
La somme allouée par le ministère de la Solidarité sera distribuée sur les 67 communes de la wilaya qui se chargeront de la verser sous forme de mandats de 10.000 DA à chaque famille nécessiteuse, a précisé le directeur local de l'action sociale et de la solidarité (DASS), Achour Mhanni.
Le même responsable a fait savoir que la DASS a également tracé tout un programme de solidarité durant le mois sacré, dont, notamment, l'organisation de marchés de proximité et des caravanes de solidarité.
Plusieurs autres organismes, à l'exemple du Croissant-Rrouge algérien (CRA) et les Scouts musulmans Algériens (SMA), préparent également des actions de solidarité en faveur des familles démunies, et sont à pied d'œuvre pour la mise en place de leurs programmes.

RÉSORPTION DE L'HABITAT PRÉCAIRE À ORAN

Relogement de 68 familles

Pas moins de 68 familles vivant dans des logements précaires à Oran ont été relogées, dans de nouveaux logements dans la commune de Misserghine.
Les autorités locales ont supervisé, tôt dans la matinée, la deuxième phase de l'opération de relogement de 68 familles, qui résidaient dans des logements vétustes dans le vieux quartier « Sidi El Houari ».
Les familles ont été transférées vers de nouvelles habitations situées dans le quartier « Moudjahid Achouri Ahmed » à Misserghine, un site qui compte 900 logements publics locatifs.
Pour cette opération, qui s'inscrit dans le cadre de la Résorption de l'habitat précaire (RHP), tous les moyens humains et matériels nécessaires ont été mobilisés, avec la présence des services de la daïra et de l'APC d'Oran, des directions de l'Habitat, de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), ainsi que des services de sécurité.
Dès la fin de l'opération de relogement, la démolition des anciens logements a été lancée.
Il est à rappeler qu'à la fin du week-end dernier, 167 familles vivant dans des logements précaires dans le vieux quartier « Sidi El Houari » avaient été relogées dans des habitations décentes situées dans le même secteur de la commune de Misserghine.
Le wali d'Oran, Samir Chibani, avait dernièrement souligné que les terrains récupérés dans le quartier « Sidi El Houari » seront utilisés pour la construction de nouveaux logements suivant le style architectural traditionnel du quartier.
Il a ajouté que la réalisation des logements sera confiée à des promoteurs immobiliers publics, tels que l'Office de promotion et de gestion immobilière, l'Agence nationale d'amélioration du logement (AADL) et l'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI), dans le cadre du logement promotionnel aidé.
Le wali a, en outre, souligné que « l'opération d'éradication des logements insalubres et des bâtiments menaçant ruine se poursuit dans la wilaya d'Oran ».
A noter que cette opération de relogement est la sixième du genre depuis le début de l'année en cours, touchant environ 320 familles au total, dont 167 familles ayant résidé dans des logements précaires et vétustes à « Sidi El Houari », 9 familles à « El Hamri », 27 familles à la délégation communale d'El Makkari », 11 familles à la délégation « Mouahidine », 10 familles dans un vieil immeuble à Haï « Oussama », dans la délégation communale « El Mokrani » et 16 autres familles vivant dans des bâtiments anciens à Haï « El Khaldia » (ex-Delmonte) à Oran ont été relogées dans de nouveaux logements.
Ces familles ont bénéficié de logements dans les pôles urbains de Oued Tlelat et Belgaïd, ainsi qu'à la cité 1.201 logements publics locatifs, dans le quartier de la pépinière, commune de Bir El Djir.

Produire mieux pour vivre mieux

Il y a dans les récents évènements - l'irruption de Deepseeker - deux leçons subliminales : produire mieux avec moins plutôt qu'avec plus et deux façons d'agir. Avec moins d'énergie fossile et plus de travail humain, de savoir vivant et d'énergie renouvelable. Pour finalement vivre mieux. Vivre mieux dans une biosphère moins agressée et moins agressive. Car pour des populations pauvres, vivre mieux n'est possible qu'à cette condition de produire mieux avec moins. Deux façons d'agir : une façon d'agir américaine frontale, où la parole compte trop et n'est souvent pas tenue, et une façon d'agir chinoise indirecte, qui ne dissociant pas la théorie de la pratique, fait parler l'acte.

Le Maître a dit : Pratiquer, saison venue, ce que l'on a appris, ah, quelle joie ![1]

3e partie

Par DERGUINI Arezki (*)

En matière de contre-stratégie, il ne s'agit donc pas d'aller à contre-courant ou de faire barrage, mais de favoriser dans le cours des choses les propensions du nouveau cours. Autrement dit, s'efforcer de faire empire autrement, de faire empire autre afin de rendre la compétition des sociétés moins destructrice. C'est cet enjeu qui va désormais animer la compétition mondiale. Dans cette compétition, se disputent aujourd'hui trois formes émergentes d'empire : les formes occidentales russe et anglo-saxonne et la forme chinoise. Les formes occidentales sont dotées d'une vieille propension guerrière. Il y a longtemps que les sociétés occidentales ont confié leur destin à des classes guerrières à la conception naturaliste. La forme chinoise est dotée d'une propension commerciale. La forme occidentale n'a encouragé la compétition en droit et en fait que quand elle avait le pouvoir de diriger cette compétition, de monopoliser en fait la production. Quand son capitalisme (ses monopoles) était fort de sa compétitivité, elle imposa l'ouverture des marchés non occidentaux et parla de liberté d'échange et de libéralisme. Dès lors que la compétition échappe à sa monopolisation, que les monopoles ne sont plus de son côté, elle cesse de promouvoir la libre compétition, le libre-échange. Son capitalisme, ses monopoles, ne sont plus en mesure d'administrer la compétition mondiale. Il ne faut donc pas s'étonner que ce soit désormais la Chine qui prône le libre-échange, le multilatéralisme, la libre association dans le monde pendant que l'Occident critique ses monopoles, mais persiste à soutenir les siens. Ils ne peuvent comme pas entendre le sérieux avertissement de Deepseek.

La grande différence de la Chine avec l'Occident est dans sa pensée non dichotomique. La compétition ne s'oppose pas à la monopolisation, les deux processus sont concurrentiels, se substituent l'un à l'autre, mais restent complémentaires. Le processus de monopolisation n'est pas extérieur à la compétition et inversement. Même sous les monopoles la compétition subsiste, elle est en expansion ou en régression. Les monopoles ne peuvent se renouveler sans la compétition. Leur complémentarité dépend du mouvement d'ensemble du monde et du corps social. Par la compétition, les monopoles se resserrent ou se desserrent. Le libre-échange n'est pas absolu, la liberté individuelle non plus. En Chine le groupe précède l'individu comme postulat, en Occident l'individu précède le groupe. Autrement dit, en Chine importe le processus d'individuation en Occident compte un individu hypostasié. Non pas individu et groupe comme deux substances séparées, mais comme deux conditions liées et intriquées dans un processus. L'individu est dans le groupe et le groupe dans l'individu.

Ainsi par exemple dans la culture du riz, de l'équipement hydraulique de la culture du riz qui renvoie au collectif et de l'exploitation individuelle qui renvoie au travail familial.

Autre dichotomie : la guerre ou compétition militaire et le commerce ou compétition civile. Le militaire et le civil sont l'un dans l'autre, ils ne constituent pas deux classes, l'une dominante et l'autre dominée, mais deux moments différents d'un même processus. L'art militaire ne se distingue de l'art commercial que par moments, ils se prolongent, se substituent, se complètent. L'art militaire consiste à gagner la guerre sans la faire, dit-on en Chine. Elle consiste à montrer à l'ennemi au moment où il veut engager une guerre, qu'il l'a déjà perdue. Pour ne pas tomber dans la guerre, pour défaire la guerre, il faut savoir la faire. Aussi un compétiteur aura appris l'art de la guerre dans son enfance, pour adulte, éviter les pièges de la guerre. L'enfant chinois sera un enfant soldat, rompu à l'art de la guerre, pour devenir un sage adulte. Les Grecs, avec Platon, ne pensaient pas autrement. Mais la société de classes va séparer les guerriers des autres et des seuls guerriers émergera la hiérarchie sociale. Sera désarmée sa population, soumise à sa classe guerrière, purement guerrière puis guerrière marchande qui lui proposera pour son embrigadement, avec le capitalisme et son idéologie libérale, l'émancipation par la consommation individuelle, l'individualisation par la consommation. Cette idéologie de l'émancipation ne comptait pas moins sur les rapports de forces, de domination des uns et de subordination des autres, mais ils seront justifiés par la distribution d'un pouvoir d'achat compensateur. La division sociale de classes sera justifiée par la performance économique et militaire. Performance menacée aujourd'hui, les guerriers d'autrefois n'ont plus d'usines et n'ont plus de soldats. Les guerres à l'extérieur ne sont plus gagnées, les guerres civiles menacent.

La société chinoise n'ignore pas la guerre, elle ne la sépare pas de la paix. Elle ne l'ignore pas pour ne pas la faire. Alors que la forme occidentale de l'empire, dont l'archétype est celui d'une société guerrière (il caractérise sa division fondamentale en guerriers et paysans), aura une tendance à imposer ses monopoles par la force, à stabiliser des rapports de forces par la violence, à faire dominer le travail mort sur le travail vivant, la forme chinoise aura tendance à imposer ses monopoles par le libre-échange, sa domination monopolisation sur la production par la compétition étant acquise. Mais sans avoir pour obsession une domination matérielle, une substitution constante du travail mort au travail vivant. Le travail humain dans la conception chinoise n'est pas un travail hors de la nature, au-dessus de la nature, mais un travail dans la nature. Le capital n'est pas une arme de la société de classes, il est un élément du processus d'individuation de l'individu dans le cours des choses. Une nature qui se détruit menace l'existence humaine. La Chine dans ce mouvement d'impérialisation mondial peut développer à l'intention du monde une production standardisée et une production différenciée selon les ressources et capacités d'échange de chaque société. Tout dépend de ce qu'elle veut en obtenir. Cela est possible parce que l'activité privée n'est pas distincte par essence de l'activité publique. L'activité publique (et collective) est en fait dans toutes les activités privées qu'elle n'a pas laissé s'autonomiser. Ainsi, elle orientera et soutiendra une production chinoise privée pour un pays africain, à qui elle proposera un marché. Les entreprises indépendantes seront plutôt de prospection du marché. On peut soutenir que la Chine accompagnera l'infléchissement du cours des choses, poussera la classe capitaliste à l'extinction dans la sécession en même temps qu'elle redonnera sa place au travail humain dans le travail de la nature, qu'elle produira pour des compositions organiques variées du capital[3]. Il est d'importance pour les sociétés émergentes de faible envergure de se situer dans ces deux logiques d'empire. Dans cette impérialisation et archipélisation du monde il faudra se situer dans une production mondiale différenciée proposée par ce nouveau producteur de moyens de production, avec des compositions organiques variées du capital ou comme sous-traitant de la production monopolistique de l'Occident qui maintenant résiste au nouveau cours du monde. Ce qui revient à se situer dans une chaîne de valeur mondiale ne serait-ce que pour obtenir du monde sa production standardisée. L'économie de marché n'est pas née en Occident, l'économie de marché y a été associé au capitalisme, cela est une singularité occidentale. En Chine l'économie de marché a précédé le capitalisme, elle a été associée à l'empire. Le degré de développement du marché est associé à l'urbanisation, à la division technique du travail. La Chine n'a pas le même rapport au monde que l'Occident, le même rapport à la nature, le même rapport au travail. Pour la Chine, il n'y a pas de marché global dont le but serait de détruire les marchés locaux, il y a des marchés et un empire dont la force est d'abord la capacité de production.

Dans le cours des choses donc, plutôt que de s'épuiser à vouloir résister à l'empire américain, l'Europe devrait développer, dans le sillage de la baisse de son pouvoir d'achat, la stratégie suggérée Deepseek : produire mieux avec moins d'énergie pour vivre mieux, elle-même et sa périphérie en associant autrement capital et travail. Le destin de l'Afrique et de l'Europe est lié : il a été lié par le colonialisme, il doit être lié sur la base du nouveau paradigme de complémentarité du travail vivant et du travail mort. Le président Macron apostrophe les jeunes générations africaines, il se trompe de public : les générations africaines sont acquises au changement d'époque, mais pas encore les jeunes générations européennes. Les jeunes générations n'ont pas voix au chapitre politique, les vieilles générations européennes ne veulent pas montrer qu'elles les poussent à la guerre. Du départ des riches européens opposés à une telle stratégie, qui préféreraient migrer aux USA et laisseraient ainsi le champ libre à ce nouveau paradigme, il ne faudrait donc pas se lamenter. Mais il faudrait accepter un rajeunissement de la population si l'on veut que le travail vivant s'incorpore le travail mort plutôt que l'inverse, car le vieillissement de la population a poussé à la substitution du travail vivant par le travail mort. Si donc à la baisse du pouvoir d'achat et au départ des tenants de l'ancienne stratégie d'accumulation, on ne résiste pas, si on accepte une migration qui rajeunira et transformera la société, mais non par la force, on peut pressentir un retournement de situation quant aux rapports avec l'Afrique et la migration. Il n'y a pas en Europe de véritable débat entre musulmans et non musulmans, il y a volonté de domination.

(A suivre)

Notes

[1]Confucius. Entretiens. I.1

[2]Présentation du livre d'Arnaud Orain. Le monde confisqué. Essai sur le capitalisme de la finitude (XVIe - XXIe siècle). Flammarion. Janvier 2025.

[3] C'est cette notion de composition organique du capital empruntée à Karl Marx que j'aimerai associer à celle de formes de capital de Pierre Bourdieu.

[4]Interview du patron de DEEPSEEK : l'avenir de l'IA, etc.
https://www.youtube.com/watch?v=ygn6MpgF7g0
https://www-163-com.translate.goog/dy/article/J7MP7LTE05118DFD.html?_x_tr_sl=zh-CN&_x_tr_tl=fr&_x_tr_hl=fr&_x_tr_pto=sc

RÉFORME DU SECTEUR DES HYDROCARBURES EN TUNISIE

Kamel Madouri préside un conseil ministériel restreint

Un conseil ministériel restreint s'est tenu sous la présidence du chef du gouvernement, Kamel Madouri, au Palais du gouvernement à La Kasbah. Cette réunion était consacrée à l'examen d'un projet de loi visant à réviser le Code des hydrocarbures ainsi qu'à évaluer la situation de certains permis d'exploration et d'exploitation.

Une réforme pour renforcer la souveraineté énergétique

Lors de l'ouverture des travaux, Kamel Madouri a souligné que cette initiative s'inscrivait dans le cadre de la révolution législative et des réformes institutionnelles voulues par le président de la République. Il a insisté sur l'importance de moderniser le cadre juridique des hydrocarbures afin de renforcer la souveraineté énergétique et d'attirer des investissements pour dynamiser le secteur.
Le chef du gouvernement a mis en avant les défis majeurs qui freinent le développement des hydrocarbures en Tunisie, notamment :
La baisse de la production des champs pétroliers,
Le manque de politique promotionnelle pour attirer des investisseurs,
La dépendance croissante du pays aux importations énergétiques,
La complexité des procédures d'octroi de permis et la lenteur des décisions administratives.
Face à ces défis, une refonte du cadre législatif s'impose afin de favoriser la transparence, la bonne gouvernance et l'efficacité dans la gestion des ressources nationales.
Un projet de loi pour relancer les investissements
Lors de la réunion, Fatma Thabet Chiboub, ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, a présenté les grandes lignes du projet de loi. Elle a mis en avant la nécessité de clarifier et moderniser certaines dispositions légales qui entravent l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures en Tunisie.
Les principaux objectifs de cette réforme incluent :
L'accélération des procédures pour l'octroi des permis d'exploration,
L'adaptation du cadre législatif aux évolutions du marché et aux normes internationales,
Le renforcement des investissements dans les énergies renouvelables pour alléger la charge sur le budget de l'État,
La mise en place de mesures environnementales pour limiter l'impact de l'exploitation des hydrocarbures.
Des obstacles persistants et des défis à relever
La ministre a également abordé les problèmes persistants rencontrés par le secteur :
L'inertie administrative qui freine le développement des projets,
Les litiges juridiques en cours concernant certaines concessions,
La complexité de la gestion des terres où doivent s'implanter des projets énergétiques,
Le vieillissement des infrastructures de production et de transport du pétrole et du gaz.
Elle a insisté sur la nécessité de renforcer les capacités institutionnelles des structures en charge du secteur, notamment en matière technique et juridique, afin de mieux anticiper et gérer les contentieux.

SELON LE MINISTRE ABDULLAH ALSWAHA

L'Arabie saoudite en avance dans le domaine de l'IA

L'Arabie saoudite progresse dans le domaine de la technologie de l'intelligence artificielle, a déclaré Abdullah Alswaha, ministre des Communications et des Technologies de l'information, lors de la conférence phare du ministère, LEAP.

S'adressant à Arab News, M. Alswaha a partagé avec la presse sa vision de l'avenir de l'intelligence artificielle dans le Royaume pour les cinq prochaines années, en soulignant certaines des réalisations les plus remarquables du pays à ce jour.
Il a évoqué le fournisseur de plateformes d'intelligence artificielle Intelmatix, qu'il a qualifié de « première startup de la région, avec un financement de 20 millions de dollars ».
M. Alswaha a également mis en avant la startup saoudienne NanoPalm, qui vise à lutter contre la drépanocytose en utilisant des nanoparticules, et Fathom.io, une plateforme qui permet aux organisations d'accélérer la prise de décision.
« En ce qui concerne l'IA autonome, le Dr Khaliel a réalisé la première transplantation cardiaque entièrement robotisée », a-t-il déclaré, faisant référence au Dr Feras Khaliel de l'Hôpital Spécialisé et du Centre de Recherche Roi Faisal, qui, en 2024, a utilisé la technologie robotique pour remplacer le cœur d'un jeune de 16 ans.
« Nous faisons donc des progrès considérables et soyez assurés de notre engagement, grâce aux conseils et au soutien royaux, ainsi qu'à notre partenariat avec les innovateurs mondiaux. Le Royaume continuera d'être la plaque tournante de l'IA générative, de la GenTech et de l'IA autonome, propulsé par le talent et la technologie », s'est-il félicité.

M. Alswaha a également salué les compétences de leadership du prince héritier Mohammed ben Salmane : « J'ai l'humble plaisir d'apprendre de lui ; avoir la capacité d'anticiper les transitions du marché ; et être capable d'allouer des ressources de manière décisive et d'avoir une merveilleuse opportunité de zoomer et de dézoomer. Ce sont les trois traits que j'apprends de notre altesse royale ».
« Lorsque nous lui avons présenté pour la première fois toutes nos ambitions en matière d'intelligence artificielle, il nous a dit qu'il ne s'agissait pas seulement de matériel, mais aussi d'applications et de services », a-t-il ajouté.
« Il ne s'agit pas de modèles, car certains d'entre eux pourraient être banalisés ; il s'agit de la diffusion de ces technologies dans toutes les industries », a-t-il expliqué.
« Avance rapide jusqu'à aujourd'hui, et le moment DeepSeek, le moment ChatGPT, nous ont montré qu'il s'agit de matériel et de logiciel, d'applications et d'adoption, et le Royaume fait déjà ses progrès dans l'IA générative, l'IA GenTech, et l'IA autonome », a affirmé M. Alswaha.
Avec pour thème "Into New Worlds", LEAP 2025 cherche à développer les réseaux d'affaires et les opportunités d'investissement dans le secteur de la technologie.
L'événement, qui se tiendra jusqu'au 12 février à Riyad, joue un rôle essentiel dans l'ambition de l'Arabie saoudite de devenir un centre technologique mondial, conformément à son plan Vision 2030 visant à diversifier l'économie. Dans le cadre de cette initiative, le Royaume s'est engagé à consacrer 100 milliards de dollars au développement de son secteur technologique.
LEAP 2025 est organisé conjointement par Tahaluf et le ministère des Communications et des Technologies de l'information, en partenariat avec Informa PLC, la Fédération saoudienne pour la cybersécurité, la programmation et les drones, et le Fonds d'investissement pour l'événementiel.
Cette année, le LEAP devrait accueillir plus de 680 startups technologiques, 1 100 intervenants, 1 800 marques technologiques et plus de 170 000 visiteurs.

POUR ARRÊTER LE TORCHAGE ET ALIMENTER DES CENTRALES ÉLECTRIQUES EN IRAK

TotalEnergies lance la construction d'une première unité de traitement de gaz

TotalEnergies (45 %, opérateur) et ses partenaires Basra Oil Company (30 %) et QatarEnergy (25 %) ont lancé aujourd'hui les travaux de construction du projet ArtawiGas25, première unité de traitement du gaz associé du champ pétrolier de Ratawi, dans la région de Bassorah.
Cette unité, qui s'inscrit dans le cadre du projet Gas Growth Integrated Project (GGIP), représente un investissement de l'ordre de 250 millions USD et permettra de traiter 50 millions de pieds cubes par jour (Mpc/j) de gaz précédemment torché. Le gaz alimentera des centrales électriques locales, couvrant la consommation d'environ 200 000 foyers de la région de Bassorah.
Signé en septembre 2021, le projet GGIP est un projet multi-énergies représentant un investissement total d'environ 10 milliards USD, qui a pour objectif de mettre en valeur des ressources naturelles de l'Irak afin d'améliorer l'approvisionnement en électricité du pays. Il comprend notamment une unité de traitement de gaz de 300 Mpc/j, qui permettra de récupérer le gaz torché sur trois champs pétroliers et de fournir du gaz à 1,5 GW de capacité électrique.
En anticipation de la mise en service de cette unité de traitement de gaz principale, le projet ArtawiGas25 permettra de réduire de façon significative le torchage de gaz sur le champ de Ratawi, dès la fin de l'année 2025. Le design modulaire innovant d'ArtawiGas25 pourrait également ouvrir la voie à la construction d'unités similaires sur d'autres champs pétroliers en Irak. Le projet ArtawiGas25 créera jusqu'à 160 emplois directs et indirects pour les Irakiens pendant la phase de construction et 30 emplois pendant la phase d'exploitation.
« Nous nous réjouissons de lancer le projet ArtawiGas25 : il va donner aux Irakiens un aperçu tangible des bénéfices du GGIP, qui fournira plus d'énergie avec moins d'émissions. À travers ce projet, TotalEnergies démontre sa capacité à délivrer des solutions rapides à mettre en œuvre répondant aux attentes de l'État et aux besoins en électricité de la population. Nous avons hâte d'atteindre les prochains jalons du projet GGIP au cours des semaines qui viennent, notamment le lancement du chantier du parc solaire de 1 GW », a déclaré Julien Pouget, Directeur Moyen-Orient et Afrique du Nord de la branche Exploration-Production de TotalEnergies.

ÉTHIOPIE

Le pays se dote d'un plan de 8 ans pour la digitalisation de l'agriculture

En Éthiopie, le secteur agricole contribue à hauteur de 35 % au PIB et emploie environ 62 % de la population active. Le pays prend une option dans la modernisation de ce secteur en dévoilant une stratégie nationale de digitalisation de l'agriculture.

En Éthiopie, le gouvernement a officiellement lancé le mardi 4 février, le Digital Agriculture Roadmap (DAR), un plan national visant à accélérer la digitalisation du secteur agricole. Élaborée par le ministère de l'Agriculture en collaboration avec l'Institut de Transformation Agricole (ATI), cette feuille de route sera mise en œuvre sur la période 2025-2032.

L'ambition affichée par les autorités est d'améliorer la productivité agricole grâce à des solutions numériques inclusives, accessibles et durables. D'après Girma Amente (photo), ministre de l'Agriculture, cette stratégie est prévue pour faciliter l'accès aux services de vulgarisation agricole via les smartphones, renforcer la disponibilité des intrants, améliorer l'offre de services financiers (prêts et assurances agricoles) et favoriser une meilleure coordination des acteurs sur l'ensemble de la chaîne de valeur, de la production à la commercialisation.

Dans le cadre de ces ambitions, le déploiement du DAR se déroulera en deux phases. La première, prévue entre 2025 et 2029, se concentrera sur la mise en place des infrastructures numériques de base et le développement des services prioritaires pour l'agriculture. La seconde, couvrant la période 2030-2032, visera à étendre et diversifier l'écosystème numérique à l'ensemble du secteur.

Selon les autorités, la digitalisation de l'agriculture en Éthiopie se heurte à des défis majeurs, notamment un faible accès à la connectivité et le manque de compétences numériques, ce qui pourrait freiner l'adoption des technologies numériques dans le secteur.

Dans un rapport intitulé « Driving Digital Transformation of the Economy in Ethiopia: Opportunities, Policy Reforms and the Role of Mobile » publié en octobre 2024, l'Association mondiale des opérateurs de téléphonie (GSMA) indique que 76 % de la population éthiopienne n'utilise toujours pas l'Internet mobile.

La GSMA estime par ailleurs le taux de pénétration des smartphones, outils essentiels dans le Digital Agriculture Roadmap (DAR), à 36 % en Éthiopie. De plus, l'association évalue à un score de 41 sur 100 le niveau de maîtrise des compétences numériques de base par la population.

GUINÉE

120 millions de tonnes de minerai de fer produites à Simandou en 2027

Le gouvernement guinéen presse les différents acteurs impliqués dans le projet Simandou pour que les premières tonnes de minerai de fer soient extraites d'ici fin 2025. Cela permettrait d'atteindre la production maximale du gisement dans les deux années suivantes.

Les deux mines de fer prévues sur les quatre blocs du gisement Simandou en Guinée peuvent livrer respectivement 60 millions de tonnes de minerai de fer dès la deuxième année d'exploitation. Avec une entrée en production du gisement prévue fin 2025, Simandou devrait donc produire jusqu'à 120 millions de tonnes de minerai en 2027, selon le ministre guinéen des Mines Bouna Sylla.

Interrogé par Bloomberg en marge de la conférence Mining Indaba qui s'achève ce jeudi 6 février au Cap (Afrique du Sud), le dirigeant a estimé que le plus grand gisement de minerai de fer inexploité au monde devrait livrer 60 millions de tonnes au cours de la première année, soit 30 millions de tonnes par mine. Il faudra attendre la deuxième année d'exploitation pour que Simandou atteigne sa production maximale, a ajouté M. Sylla.

Le développement de Simandou s'est accéléré depuis 2021 et l'arrivée au pouvoir du militaire Mamadi Doumbouya. Après un coup d'État ayant renversé Alpha Condé, l'actuel président de la Guinée a fait de la mise en service du gisement Simandou, attendue depuis des décennies, une de ses priorités. Les différents acteurs engagés dans ce projet, notamment les entreprises chinoises China Baowu Steel Group, Winning Consortium Simandou, et l'australien Rio Tinto, devraient investir 15 milliards $ dans les infrastructures portuaires et ferroviaires.

BURKINA FASO

Ouagadougou abritera une usine de teinture de coton d'ici à 2026

En Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso est l'un des principaux fournisseurs de coton avec le Bénin, le Mali ou encore la Côte d'Ivoire. Alors que le pays transforme moins de 10 % de sa production de la fibre, les investissements augmentent dans le segment de la transformation. Au Burkina Faso, l'Ethical Fashion Initiative (EFI), un programme du Centre du Commerce International (ITC) dédié au développement durable et inclusif, conduit la réalisation du projet de construction d'une usine de teinture de coton basée à Ouagadougou. Dans un communiqué publié le 10 février, l'ITC indique que l'usine occupera une superficie de 1 350 m² et sera dotée d'une capacité de production de 24 tonnes de fils teints par an. Selon les responsables du projet, cette installation est prévue pour entrer en service à partir de 2026, avec pour objectif de renforcer les capacités des artisans dans la teinture, la production textile et le commerce du Faso Dan Fani, un tissu traditionnel burkinabé en coton. Si le coût total de l'usine n'a pas encore été révélé, on sait que la réalisation des travaux est financée avec le soutien de l'Union européenne et du fabricant italien de vêtements prêt-à-porter Ferragamo. « Grâce au financement de Ferragamo, l'usine bénéficiera de machinerie importée d'Italie, de conseils en ingénierie textile et d'équipements complémentaires», peut-on lire dans le communiqué. L'annonce de ce nouvel investissement intervient alors que le Burkina Faso s'est engagé dans des réformes structurelles visant à promouvoir et dynamiser la chaîne de valeur coton-textile-habillement. Depuis le 24 septembre dernier par exemple, le gouvernement a interdit l'importation de fils de tissage et de pagnes tissés, une mesure visant à stimuler la transformation locale et à limiter la dépendance aux importations. L'entrée en service de la nouvelle usine devrait en outre contribuer à renforcer les capacités de transformation de la filière coton. Dans le pays, le segment de la transformation de coton est encore à ses débuts avec moins de 10 % de la production locale de fibre de coton qui est absorbée par l'industrie, selon les données officielles.

MADAGASCAR

Croissance du secteur textile entre industrialisation et savoir-faire traditionnel

La semaine dernière, plusieurs médias français ont relayé l'attribution par l'armée française d'un contrat pour la fabrication d'uniformes militaires à Madagascar. Si ce marché est dénoncé dans l'Hexagone comme une perte d'emplois pour les travailleurs français, l'information est perçue différemment sur la Grande Ile. Le contrat obtenu par l'un des fleurons de l'industrie textile malgache témoigne du dynamisme de ce secteur, qui joue un rôle clé dans l'économie malgache. Au-delà du simple rôle de sous-traitant, Madagascar s'impose comme un pôle d'innovation textile, capable de répondre aux exigences des marchés internationaux tout en valorisant son savoir-faire local.

C'est la filiale malgache du groupe familial français Paul Boyé qui a remporté en 2024, l'appel d'offres du ministère des Armées pour équiper les soldats français stationnés dans l'Hexagone. Son offre, jugée plus compétitive que celle de la société française Marck & Balsan (26 millions d'euros hors taxes contre 70 millions d'euros), devrait permettre de réduire les coûts pour le contribuable français.

L'attribution de ce marché a été confirmée par le tribunal administratif de Versailles, suite à un recours de Marck & Balsan. Cette dernière a déploré la perte de 66 emplois sur son site de Calais. Toutefois, Paul Boyé Technologies réfute un lien direct entre cette perte et l'obtention du contrat, soulignant que Marck & Balsan a aussi de son côté remporté « à ses dépens » un contrat beaucoup plus important de 420 millions d'euros pour la fourniture des uniformes de la police et de la gendarmerie. L'entreprise a déclaré la semaine passée dans un communiqué que l'appel d'offres reposait sur des critères variés, le prix ne comptant que pour 40 % de la note finale, mettant en avant ses capacités d'innovation et de logistique.

Un savoir-faire qui fait depuis des années la fierté de Madagascar.

« L'entreprise Paul Boyé Technologies s'est engagée à ce que 90% de la valeur ajoutée et une partie de la production soient réalisées en France, dans leur usine de Labarthe-sur-Lèze en Haute-Garonne, qui emploie 200 salariés », indique de son côté le ministère français des Armées, qui se veut rassurant.

Madagascar, un pôle textile en plein essor

Présent sur l'ile depuis plus de trois décennies, Paul Boyé exploite plusieurs usines employant près d'un millier de salariés. Comme des dizaines d'autres entreprises, le groupe français a choisi de faire confiance à un savoir-faire qui fait depuis des années la fierté de Madagascar et contribue au développement du tissu industriel. Le pays est aujourd'hui le premier exportateur de produits textiles d'Afrique subsaharienne à destination de l'Europe.

MONNAIE

Le dollar en hausse face à l'euro

Le dollar progresse doucement lundi, en attendant de savoir si Donald Trump imposera cette semaine de nouveaux droits de douane, tandis que l'or a passé la barre historique des 2.900 dollars.

Le président américain a franchi dimanche une nouvelle étape dans l'offensive commerciale qu'il a lancée dès le début de son mandat, en promettant d'imposer 25% de droits de douane sur l'acier et l'aluminium importés aux Etats-Unis.
Ces mesures affecteraient particulièrement le Canada, principal pays fournisseur de ces métaux industriels pour son voisin américain.
Vers 17H05 GMT, le billet vert monte en conséquence de 0,17% contre la monnaie canadienne, à 1,4318 dollar canadien pour un "buck", un surnom du dollar américain, et avance de 0,14% face à l'euro, à 1,0313 dollar.
Il grimpe aussi de 0,59% par rapport à la devise mexicaine, affectée par un environnement incertain qui pousse les investisseurs à fuir les investissements considérés comme risqués, à 20,6850 pesos pour un dollar.
Donald Trump a aussi affirmé qu'il annoncerait "mardi ou mercredi" des "droits de douane réciproques", afin d'aligner la taxation des produits entrant aux Etats-Unis sur la manière dont sont taxés les produits américains à l'étranger.
Le dollar avait déjà été soutenu vendredi dernier par un rapport faisant état d'un marché de l'emploi solide aux Etats-Unis en janvier.
Les marchés financiers n'avaient initialement que peu réagi à cette annonce, ainsi qu'aux mesures de rétorsion chinoises de surtaxes ciblées de certains produits américains entrées en vigueur lundi, en riposte aux 10% de droits douane additionnels imposés par les Etats-Unis depuis mardi dernier.
Rien ne semble pouvoir par contre freiner la course de l'or, qui a franchi lundi les 2.900 dollars l'once pour la première fois de son histoire, jusqu'à un nouveau sommet de 2.911,72 dollars.
La demande pour le métal précieux augmente alors que l'inquiétude grandit quant à l'impact potentiel de la politique protectionniste de la nouvelle administration américaine sur les perspectives de croissance économique mondiale, et son effet inflationniste sur les prix américains, soulignent les analystes.

FRANCE

Le CAC 40 est attendu en baisse après les nouvelles taxes sur l'acier et l'aluminium

La Bourse de Paris pourrait ouvrir en légère baisse mardi, alors que de nouveaux droits de douane de 25% sur les importations d'aluminium et d'acier aux Etats-Unis entreront en vigueur le 12 mars prochain.
L'attention du marché se porte mardi sur les auditions du président de la Réserve fédérale américaine (Fed), Jerome Powell, au Congrès et sur les données sur l'inflation américaine plus tard cette semaine. Jerome Powell doit s'adresser aux sénateurs aujourd'hui et à la Chambre mercredi.
La saison des résultats en Europe se poursuit avec notamment ceux du groupe de luxe Kering à Paris, du groupe pétrolier BP à Londres et de la banque UniCredit à Milan.
-BENETEAU: le constructeur de bateaux a indiqué lundi qu'il visait une marge opérationnelle courante "sensiblement supérieure" à la fourchette de 4 à 6% anticipée jusqu'à présent pour l'exercice clos fin décembre. Cette prévision découle de ventes plus résistantes que prévu au quatrième trimestre.
-BIOMERIEUX: le spécialiste du diagnostic in vitro a annoncé mardi avoir reçu l'autorisation de la Food and Drug Administration (FDA), l'autorité sanitaire américaine, pour la commercialisation de son test Biofire Filmarray Gastrointestinal (GI) Panel Mid. "Ce test de biologie moléculaire dit 'midplex' détecte 11 des bactéries, virus et parasites les plus couramment responsables de la gastroentérite", a indiqué le groupe français dans un communiqué.
-KERING: le groupe de luxe a proposé mardi le versement d'un dividende en baisse sur un an au titre de l'exercice 2024, au cours duquel ses résultats ont été lestés notamment par la contraction de la demande et la réalisation d'investissements stratégiques. Le dividende passe à 6 euros par action, contre 14 euros par action au titre de l'exercice 2023. Sur l'ensemble de l'année 2024, le chiffre d'affaires de Kering a reflué de 12% sur un an en données publiées comme en données comparables, à 17,19 milliards d'euros.
-RENAULT: le groupe automobile a annoncé lundi que Bruno Laforge deviendrait directeur des ressources humaines à partir du 1er avril prochain. En provenance de la société de services

Les Bourses chinoises en légère baisse

Les Bourses chinoises sont portées en légère baisse mardi matin, après le décret de Donald Trump imposant des droits de douane de 25% sur l'acier, dont la Chine est le premier producteur mondial, et l'aluminium, dont elle est le troisième plus gros fournisseur des Etats-Unis.
A Hong Kong, l'indice Hang Seng perdait 0,77% à 21.356,22 points peu avant 03H00 GMT, mais après avoir effleuré un plus haut en séance depuis quatre mois.
Au même moment, l'indice composite de Shanghai lâchait 0,44% à 3.307,65 points et celui de Shenzhen 0,76% à 2.002,46 points.
Les marchés mondiaux ont néanmoins clôturé dans le vert lundi, aussi bien à Wall Street qu'à Londres, Paris, Francfort ou encore Milan.
A Séoul, vers 03H15 GMT, l'indice Kospi restait lui aussi relativement stable, en légère hausse de 0,45% à 2.532,65 points.
La Bourse de Tokyo était fermée en raison d'un jour férié.

Wall Street finit en hausse

La Bourse de New York a terminé en hausse lundi, les investisseurs accueillant sans grande inquiétude les nouvelles déclarations de Donald Trump sur de potentiels droits de douane supplémentaires.
L'indice Dow Jones a avancé de 0,38%, le Nasdaq de 0,98% et l'indice élargi S&P 500 de 0,67%.
Outre des rebonds techniques liés aux pertes de la semaine passée, les acteurs du marché ont accueilli sans crainte les dernières évolutions de la guerre commerciale lancée par Donald Trump.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 10 Février 2025
Valeur : 12 Février 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	135.5284	135.5434
1	EUR	EURO	139.7704	139.7995
1	GBP	POUND STERLING	168.1077	168.1889
100	JPY	JAPANESE YEN	89.0580	89.0795
1	CNY	CHINESE YUAN	18.5465	18.5490
1	CHF	SWISS FRANC	148.7525	148.8343
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.4515	94.4817
1	DKK	DANISH KRONE	18.7365	18.7404
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.3557	12.3669
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.0409	12.0453
1	AED	UAE DIRHAM	36.8965	36.9057
1	SAR	SAUDI RIYAL	36.1390	36.1449
1	KWD	KUWAITI DINAR	438.7452	438.9359
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.1900	42.6140
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.5405	13.5420
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.5246	27.6659
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.4053	3.4159
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.0066	177.0066

Les Bourses mondiales en hausse

Les Bourses mondiales ont évolué dans le vert lundi, digérant sans crainte majeure les nouvelles déclarations de Donald Trump sur de potentiels droits de douane supplémentaires. Le président américain a assuré dimanche qu'il imposerait dès lundi des droits de douane de 25% annoncés sur l'acier et l'aluminium. Ces mesures affecteraient beaucoup le Canada, principal fournisseur des Etats-Unis, tout comme le Brésil, le Mexique et la Corée du Sud.
En conséquence, en Europe, Paris a clôturé en hausse de 0,42%, Londres 0,77% et Milan 0,50%. Francfort a grimpé de 0,57%, après avoir atteint un nouveau record en séance à 21.945,57 points.
A Wall Street, le Dow Jones a avancé de 0,38%, l'indice Nasdaq de 0,98% et l'indice élargi S&P 500 de 0,67%.
Côté obligataire, l'emprunt à dix ans américain restait stable vers 21H45 GMT, à 4,50%, contre 4,49% vendredi. Son équivalent allemand, référence en Europe, était à 2,36%, contre 2,37%.
Les acteurs du marché attendent désormais la publication, plus tard dans la semaine, des indices de prix à la consommation et à la production pour janvier, et les chiffres des ventes aux particuliers.
Lors de sa dernière réunion en janvier, la Fed a laissé ses taux inchangés, dans une fourchette comprise entre 4,25% et 4,50%.
Le dollar était aussi tiré vers le haut dans ce contexte, gagnant 0,21% par rapport à l'euro à 1,0305 dollar.
Le gaz naturel européen s'échange à son niveau de prix le plus élevé depuis février 2023, en raison d'une baisse des réserves européennes.
Vers 21H55 GMT, le tarif du contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence européenne du gaz naturel, gagnait 4,16%, à 58,04 euros le MWh.
Les cours du pétrole ont également progressé lundi, poussés par les déclarations de Donald Trump sur de potentiels droits de douane supplémentaires et les sanctions visant le secteur énergétique iranien.
Le Brent de la mer du Nord a gagné 1,62% à 75,87 dollars le baril, et son équivalent américain, le WTI, a pris 1,86% à 72,32 dollars le baril.

AVEC UN PLAN D'INVESTISSEMENT MASSIF

La Pologne, bientôt un leader européen de la dépense publique

Poussée par sa croissance, la Pologne a l'ambition non seulement de rattraper, mais aussi de dépasser les principales économies occidentales, a déclaré le Premier ministre Donald Tusk.

Les investissements en Pologne en 2025 dépasseront les 650 milliards de zlotys (155 milliards d'euros) alors que le pays gouverné par Donald Tusk cherche à jouer un rôle de premier plan en Europe dans des domaines tels que la logistique, l'énergie verte et l'intelligence artificielle.
Varsovie a l'ambition non seulement de rattraper, mais aussi de dépasser les principales économies occidentales, a déclaré le Premier ministre et ancien président du Conseil européen, qui est revenu l'année dernière sur le devant de la scène politique polonaise, lors d'un événement à la Bourse de Varsovie (GPW).
"Nous sommes convaincus, avec le gouvernement, qu'il s'agit d'une estimation prudente. Aujourd'hui, je pourrais même annoncer qu'elle sera plus proche de 700 milliards de zlotys (167 milliards d'euros) que de 650 milliards de zlotys. Il s'agit d'un chiffre record, que nous n'avons jamais vu dans l'histoire de l'économie polonaise", a déclaré M. Tusk.

Améliorer l'approvisionnement en énergie

Les fonds seront alloués au développement du réseau ferroviaire polonais, des ports, de l'énergie verte et des technologies de pointe, notamment l'intelligence artificielle. Le gouvernement polonais rencontrera dans les prochains jours les dirigeants de Microsoft et de Google pour que les géants américains de la technologie finalisent leurs investissements dans le pays, a ajouté M. Tusk.
Il est essentiel de garantir un approvisionnement régulier en énergie pour que les entreprises continuent d'investir en Pologne, a souligné le Premier ministre. Le gouvernement est en train de choisir l'emplacement d'une deuxième centrale nucléaire en Pologne, a-t-il révélé.
Ces dernières années, la Pologne a redoublé d'efforts pour mieux rivaliser avec les économies européennes traditionnellement dominantes, telles que la France et l'Allemagne, et pour investir dans des secteurs essentiels de son économie. L'année dernière, son PIB a augmenté de 2,9 % selon les chiffres préliminaires de Statistics Poland (GUS). Inversement, l'économie allemande s'est contractée de 0,2 % l'année dernière.

Une croissance économique enviable alors que d'autres pays connaissent un déclin

Le gouvernement s'attend à ce que l'économie polonaise connaisse une croissance proche de 4 % en 2025, en partie grâce aux 35 milliards d'euros de fonds européens débloqués par Bruxelles l'année dernière, a déclaré Tusk.
"Nous avons décidé d'entamer une nouvelle phase. Jusqu'à présent, nous rêvions de rattraper les pays les plus développés, de rattraper les sociétés les plus prospères. Aujourd'hui, nous pouvons dire qu'il est possible, ici en Pologne, de dépasser ceux qui, il n'y a pas si longtemps, nous regardaient d'en haut", a ajouté le chef du gouvernement.
Le précédent gouvernement polonais, dominé par le parti Droit et Justice (PiS), nationaliste et eurosceptique, avait décidé de construire une grande plate-forme aéroportuaire européenne et de moderniser le réseau ferroviaire dans tout le pays. Ces plans ont d'abord fait l'objet d'un audit, puis ont été modifiés par la nouvelle administration dirigée par le parti pro-européen de Tusk, la Coalition civique (KO).
Il est notamment prévu de construire un port à conteneurs en eau profonde à Świnoujście, sur la côte de la mer Baltique. D'ici 2032, la Pologne aura investi 180 milliards de zlotys (43 milliards d'euros) dans ses chemins de fer, a également annoncé Donald Tusk.

ROYAUME-UNI

Des centaines d'agriculteurs manifestent à Londres contre une taxe sur la succession

Des centaines d'agriculteurs britanniques ont manifesté lundi sur leurs tracteurs devant Downing Street, résidence du Premier ministre britannique en plein coeur de Londres, pour protester contre une taxe sur la succession annoncée par le gouvernement travailliste, visant certaines exploitations.
Le gouvernement travailliste a annoncé le 30 octobre, lors de la présentation de son premier budget, que l'exonération des droits de succession sur les exploitations agricoles britannique dont la valeur dépasse un million de livres (1,20 million d'euros), ne s'appliquerait plus à partir d'avril 2026.
Les exploitations seront désormais soumises à un taux d'imposition de 20%, la moitié du taux habituel des droits de succession.
C'est la troisième fois que les agriculteurs se rassemblent dans la capitale depuis que la chancelière Rachel Reeves a annoncé cette mesure l'année dernière.

DROITS DE DOUANE AMÉRICAINS SUR L'ACIER ET L'ALUMINIUM

Appliqués à partir du 12 mars

Donald Trump a fait paraître un décret ce mardi, fixant l'agenda de ce dispositif.
Les droits de douane américains de 25% sur l'acier et l'aluminium vont s'appliquer à partir du 12 mars, selon le décret signé lundi par le président Donald Trump, qui poursuit sa guerre commerciale à grands coups de taxes.
"J'ai déterminé que les importations d'articles en acier (...) risquaient de détériorer la sécurité nationale", a écrit M. Trump dans son texte, expliquant qu'il mettait fin aux règles actuellement en vigueur "à partir du 12 mars".
Le républicain a produit un décret distinct concernant les importations en aluminium.

SURTOURISME EN ITALIE

Venise maintient en 2025 son système d'entrée payante

Durant les périodes de grande influence, les visiteurs devront s'acquitter d'une taxe de 5 euros pour pouvoir visiter la ville.
En cas de réservation au dernier moment, le montant double.
Venise a confirmé lundi le maintien en 2025 de son système d"entrée payante pour visiter la ville italienne à la journée, une taxe lancée en 2024 pour lutter contre le surtourisme. L'an dernier, les touristes à la journée avaient dû s'acquitter d'un ticket d'entrée de cinq euros pour accéder à la Cité des Doges, une première mondiale qui ne concernait cependant que 29 jours de grande affluence entre avril et juillet.
Ce système de réservation avait permis de réduire "légèrement" l'affluence touristique les jours concernés, selon une étude commandée par la mairie. En 2025, cette période sera étendue à 54 jours à partir du 18 avril. Le tarif sera de 5 euros pour les visiteurs quotidiens réservant au moins quatre jours en avance, mais montera à 10 euros pour les moins prévoyants. Les habitants et les touristes dormant au moins une nuit sur place resteront exemptés de cette taxe.

Choisir des périodes de moindre fréquentation

L'initiative entend convaincre les touristes de choisir des périodes de moindre fréquentation pour visiter Venise. Le sésame, qui se présente sous forme d'un code QR acquis en ligne, doit être présenté aux principaux points d'entrée de la Sérénissime.
Le système a pour "objectif de définir un nouveau système de gestion des flux touristiques et de décourager le tourisme à la journée à Venise durant certaines périodes, dans le respect de la fragilité de la ville et de son caractère unique", a expliqué lundi l'adjoint au Tourisme de Venise, Simone Venturini. Mais pour ses détracteurs, cette taxe est insuffisante pour lutter contre le surtourisme et permet au mieux de renflouer les finances de la ville.
Avec ses célèbres monuments, ses gondoles et ses canaux pittoresques, Venise est l'une des villes les plus visitées au monde. En pic de fréquentation, 100.000 touristes y dorment, en plus de dizaines de milliers de visiteurs journaliers. Un chiffre à comparer aux quelque 50.000 habitants du centre-ville, qui ne cesse de se dépeupler. Devant les dégâts provoqués par le surtourisme et faute de mesures adaptées pour le juguler, l'Organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) avait menacé un moment de placer la ville sur la liste du "patrimonial mondial en péril".

DEFENDER OCTA (2025)

Land Rover se la joue hardcore

En dépit de talents tout-terrain incontestables, l'actuel Defender se voit parfois reprocher un certain embourgeoisement. Land Rover veut dissiper ce malentendu avec l'Octa hardcore.

Malgré son positionnement plus élevé sur le marché et la hausse de prix qui en découle, le Defender trouve facilement preneur, ce qui semble indiquer que la combinaison de son image solide comme un roc et de son allure robuste séduit de nombreux amateurs. Ces passionnés de Land Rover ne sont donc pas des adeptes du tout-terrain, comme en témoignent les rutilants spécimens qui ont élu domicile dans les quartiers huppés de nos villes.
Ce succès commercial est en soi une bonne nouvelle pour le portefeuille du constructeur britannique, mais il met à mal la légendaire intransigeance du Defender. Un aventurier ne devrait pas poser devant un restaurant étoilé ou un magasin de marque, mais se tenir debout jusqu'aux hanches dans la boue. C'est pourquoi de nombreux critiques en sont venus à considérer l'actuel Defender comme une déclaration de mode. C'est cette image de SUV "mou" ou "maniéré" que l'Octa veut éliminer.

Ne dites pas SV, mais Octa Defender Octa

Cette version supérieure du Defender tire son nom de la forme octaédrique typique du minéral le plus dur au monde : le diamant. Les vitres noires qui ornent subtilement la carrosserie et l'intérieur y font également référence. Le message : c'est une voiture pour les connaisseurs. L'Octa servira également de base aux trois voitures de rallye-raid avec lesquelles Land Rover participera au Dakar en 2026.

Design : une carrosserie adaptée

Bien que l'Octa 110 ait l'air plus méchant que le Defender normal, on ne peut pas immédiatement mettre le doigt sur ce qui est vraiment différent. La calandre arbore un design modifié et les quatre sorties d'échappement à damier laissent entrevoir un groupe motopropulseur renforcé, mais ce sont surtout les passages de roues élargis, abritant des pneus tout-terrain Goodyear, qui ajoutent de la vigueur au design.

La carrosserie rehaussée (+28 mm) et les voies élargies (+68 mm) rendent l'Octa encore plus impressionnant. En même temps, ces interventions rendent le Defender un peu plus compétent en tout-terrain : la profondeur de passage de gué passe de 90 à 100 cm, l'angle de descente maximal passe de 40 à 43 degrés et la garde au sol maximale est maintenant de 32,3 cm.
Habitacle Defender Octa

Contrairement à la carrosserie, l'intérieur du Defender semble avoir du mal à digérer cette montée en gamme, car ses matériaux s'apparentent davantage à ceux d'une gamme de prix inférieure. Le carbone forgé de la première édition, proposé uniquement au cours de la première année de production, ajoute un peu de cachet, mais reste un peu étrange - on associe généralement les véhicules tout-terrain à l'aluminium brossé plutôt qu'à la fibre de carbone.
Notre véhicule d'essai était en outre équipé des sièges Performance avec la technologie Body & Soul que nous avions déjà découverts dans le Range Rover SV, avec un système audio intégré dans les appuis-tête. Et nous pourrions continuer à énumérer toute une série d'équipements de luxe.

Mais sur la route, vous avez surtout besoin d'un treuil pour vous tirer d'affaire, n'est-ce pas ?

Groupe motopropulseur : spécifications et performances

Le Defender Octa ne manque pas de puissance : sous le capot se trouve un V8 suralimenté qui développe 635 ch pour un couple de 750 Nm - voire 800 Nm en mode Dynamic Launch. Associé à une boîte de vitesses automatique à huit rapports, le bloc est fabriqué par BMW, mais a été pris en main à Coventry dans le but d'obtenir un surplus de couple dans les zones à faible vitesse. Le moteur est également équipé d'un module mild-hybrid en 48 volts pour un supplément d'électricité.
Ce puissant moteur n'éprouve aucune peine à propulser avec fulgurance la robuste carrosserie de l'Octa.
Ce puissant moteur n'éprouve aucune peine à propulser la robuste carrosserie du Defender Octa de 4,80 m de long (comptez la roue de secours sur le hayon et vous dépassez les 5 m) et de 2,5 tonnes à effectuer des sprints intermédiaires fulgurants. Par exemple, le sprint de 0 à 100 km/h ne doit pas prendre plus de 4 s, alors que la vitesse maximale est limitée électroniquement à 160 km/h à cause des pneus tout-terrain.
Bien que le moteur émette un son agréable, le V8 assisté d'une ligne d'échappement active semble un peu moins virulent que ce à quoi nous a habitué, par exemple, le Range Rover Sport SVR. Ou de la Mercedes-AMG G 63, pour ne citer que la plus grande concurrente de l'Octa. Bien que nous puissions également attribuer ces sons un peu étouffés au bruit générés par les pneus, des Goodyear Wranglers.

Au volant

La combinaison des gommes tout-terrain et du centre de gravité surélevé laisse présager le pire pour la dynamique de conduite de ce Land Rover, mais c'est sans compter sur la suspension entièrement retravaillée de l'Octa. La géométrie a été revue et complétée par la technologie 6D qui anticipe en permanence les conditions de la route, rendant les mouvements de roulis moins prononcés.
Et tandis que l'Octa s'appuie sur un jeu de freins modifié pour arrêter la bête en temps voulu, le nez plonge moins lorsque vous tappez dans les freins. En virages (avec un volant plus direct) et lors des changements d'appui, les lois de la physique se rappellent votre bon souvenir, mais ailleurs, ce Defender se révèle être une voiture de rallye quelque peu disgracieuse qui glisse sur ses quatre roues sans broncher, et qui permet à son train arrière d'être balancé avec plus ou moins d'angle à l'accélération. Il ne peut certes rivaliser avec un Porsche Cayenne ou un Lamborghini Urus, mais il avance.
Elle ne deviendra pas une Porsche Cayenne ou une Lamborghini Urus, mais elle va de l'avant.
En mode dynamique, le tableau de bord numérique indique les forces G atteintes, mais elles sont toujours secondaires par rapport au sentiment de contrôle que vous éprouvez. Cela ne devrait pas être si facile, même les babouins curieux sur le bord de la route semblent impressionnés par ce conteneur dansant à la dérive.

Offroad

Entre-temps, nous sommes passé du mode Dynamic au mode de conduite Octa développé spécifiquement pour ce Land Rover, que l'on active à l'aide du bouton en forme de diamant situé au bas du volant, et qui permet une plus grande marge de manœuvre sur les surfaces non pavées. La hauteur de caisse reste inchangée dans ce mode de conduite, mais l'absorption des chocs est renforcée et l'essieu arrière reçoit 80 % du couple moteur, tandis que les aides électroniques à la conduite passent au second plan - même l'ABS réagit beaucoup plus tardivement.
En plus de ces passages plus rapides sur des routes gravillonneuses, le Land Rover peut également franchir des rochers et du sable, mais l'Octa n'en démord pas. La conduite 4x4 intelligente avec réduction du relief et une variété de modes tout-terrain met encore plus en valeur le talent d'intransigeant avec lequel chaque Defender sort de l'usine. La garde au sol supplémentaire et les angles d'approche et de départ plus généreux aident aussi, bien sûr, mais ce sont surtout les pneus qui font toute la différence.

Le cauchemar de l'Apple avec la puce M3 touche à sa fin

La puce M3 était performante pour les utilisateurs mais problématique pour Apple.

Le prochain MacBook Air M4 arrive "relativement bientôt" et pour Apple, ce ne sera peut-être pas assez tôt. Ce n'est pas que le MacBook Air M3 actuel ait un problème - c'est un des meilleurs ordinateurs portables d'Apple. Il offre une excellente combinaison de performance, de poids et de prix pour le client. Le problème réside dans la puce M3 elle-même – encore une fois, rien de mal du point de vue de l'utilisateur. Mais en coulisses, la M3 a posé des problèmes à la gamme Mac d'Apple, ce qui explique pourquoi le cycle de la M3 a été le plus court des puces de la série M.

Une puce coûteuse à produire

La M3 était une puce 3 nm. "3 nm" fait référence au processus de fabrication des puces ; il ne définit pas la taille physique du processeur, c'est un terme général utilisé pour désigner la densité des transistors, la vitesse et l'efficacité énergétique d'une puce. TSMC, qui fabrique ces composants pour la société américaine, a rencontré des problèmes avec le processus standard initial de 3 nm. Il était coûteux, et les rendements (le nombre de puces viables sur une tranche de silicium) étaient inférieurs à ceux des processus précédents. Ce n'est donc pas idéal pour la firme à la pomme, une entreprise qui fait tout ce qu'elle peut pour maintenir ses marges bénéficiaires. Lors de sa sortie, le MacBook Air M3 était au même prix que son prédécesseur M2, donc l'entreprise a subi une baisse de sa marge. Depuis, TSMC a mis en œuvre son processus de fabrication amélioré de 3 nm, qui a réduit les coûts et produit des rendements plus élevés. Le processus amélioré de 3 nm est utilisé pour fabriquer les puces M4 d'Apple, ce qui signifie que le MacBook Air M4 devrait être moins cher à produire – ce que le groupe appréciera sûrement.

Sauter une étape

Les problèmes de coût et de rendement de la M3 ont certainement joué un rôle lorsqu'Apple a décidé comment implémenter la puce dans ses produits. Par exemple, la sortie de l'iPad Pro en mai 2024 n'était pas une surprise, mais sa puce M4 l'était. L'iPad Pro précédent avait une M2, et la puce M3 a fait ses débuts dans le MacBook Air seulement quelques mois plus tôt, il était donc facile de conclure que la M3 succéderait à la M2 dans l'iPad Pro. Apple a également mis à jour l'iMac vers une M4 après seulement 12 mois, plus rapidement que son rythme habituel. L'iPad Pro M4 démontre que l'entreprise voulait passer de la M3 à une puce ayant une meilleure valeur de production dès que possible. Le problème de la M3 était si pressant que la société était prête à perturber son schéma d'introduction de puces de la série M dans le MacBook Pro – probablement un accroc ponctuel que la firme était prête à accepter. Faire de l'iPad Pro le premier produit M4 permet également à TSMC d'augmenter progressivement la production de la puce à un rythme modéré – la demande pour les iPad n'est pas aussi élevée que pour les MacBook.
Avec la sortie des premiers Mac M5 plus tard cette année, Apple sera de nouveau sur les rails. La M5 est une puce de 3 nm mais sera fabriquée en utilisant un processus que TSMC a commencé à tester l'année dernière.

Les mises à jour restantes d'Apple

Apple utilise toujours la puce M2 dans l'iPad Air et le Vision Pro. L'iPad Air devrait être mis à jour prochainement avec une puce M4 – un autre produit qui saute la M3. Le Vision Pro saute à la fois la M3 et la M4, optant pour une mise à jour vers la M5 qui pourrait ne pas avoir lieu avant fin 2025 ou 2026. Le Mac mini, le Mac Studio et le Mac Pro ont également tous sauté la M3. La puce M2 est également utilisée dans l'ordinateur portable le moins cher d'Apple, le MacBook Air M2 à 999 $. Mark Gurman de Bloomberg a mentionné cet ordinateur portable en particulier dans son récent rapport sur le calendrier de sortie d'Apple pour 2025, et il semble qu'Apple continuera à proposer ce modèle pendant encore un an plutôt que de passer au modèle similaire M3. L'entreprise a fait passer le modèle à 959 €HT de la M1 à la M2, mais comme pour tout le reste, la M3 est une puce indésirable. La M2 est une puce améliorée de 5 nm, et puisque cette puce sera encore utilisée dans le Vision Pro, le MacBook Air M2 justifie la production de la puce M2. Cela signifie également que le MacBook Air à 959 €HT ne sera pas mis à jour avant que le MacBook Air M4 ne passe à la puce M5 en 2026. À ce moment-là, la société mettra fin au modèle M2 et passera le MacBook Air M4 de base au prix de 959 €HT.

Et l'A17 Pro ?

L'A17 Pro de l'iPhone 15 Pro et Pro Max était en fait la première puce de 3 nm d'Apple ; elle est sortie un mois avant la M3. Les puces de la série A et de la série M sont fondamentalement les mêmes, les puces A étant utilisées dans l'iPhone et les iPad bas de gamme, et les puces M dans les Mac et les iPad haut de gamme. Comme la M3, l'A17 Pro est fabriquée en utilisant le processus standard de 3 nm de TSMC. L'iPad mini actuel a une A17 Pro et l'iPad de 11e génération à venir devrait recevoir la même puce. Si l'A17 Pro est fabriquée avec le même processus de 3 nm, d'où viennent les puces pour ces nouveaux produits, si Apple s'éloigne du 3 nm ? C'est là qu'intervient le tri des puces. Vous vous souvenez de ces faibles rendements pendant le processus standard de 3 nm ? Le tri consiste à prendre ces puces "rejetées" et à les rendre utiles en désactivant les cœurs de traitement, en ralentissant les vitesses et par d'autres méthodes. Apple utilise probablement des A17 Pro triées pour ces produits. Par exemple, l'A17 Pro de l'iPad mini a un GPU à 5 cœurs, qui est une version triée de l'A17 Pro de l'iPhone 15 Pro qui avait un GPU à 6 cœurs.
Les puces triées sont parfaitement bonnes, donc il n'y a pas lieu de s'inquiéter pour les performances. Il est préférable de les utiliser au lieu de les jeter à la poubelle ou de trouver un moyen de les recycler. Ces composants triés seront les derniers vestiges d'un cycle de puces qu'Apple est impatient de laisser derrière lui – et les utilisateurs en bénéficient avec de meilleures performances et une meilleure efficacité énergétique grâce à la production améliorée de TSMC. Attendez-vous donc à ce que l'iPad mini et l'iPad de 11e génération soient mis à jour plus tôt que tard, car Apple met définitivement fin au cauchemar de la M3.

Le patron de Capgemini estime que l'Europe va beaucoup trop loin sur la règlementation de l'IA

L'Union européenne commence à réguler l'IA, avec son AI Act. Mais le nouveau cadre légal qui a été préparé par Bruxelles ne plaît pas à tout le monde !
L'intelligence artificielle peut faire très mal, si elle n'est pas contrôlée correctement. C'est fort de ce constat que l'Union européenne a mis en place son nouveau cadre réglementaire, l'AI Act, avec les premières règles qui ont commencé à s'appliquer le 2 février dernier. Mais il semble pourtant, pour certains acteurs du privé, que le cadre soit trop dur. C'était déjà la crainte de Sam Altman, mais aussi, semble-t-il, celle du patron de Capgemini !

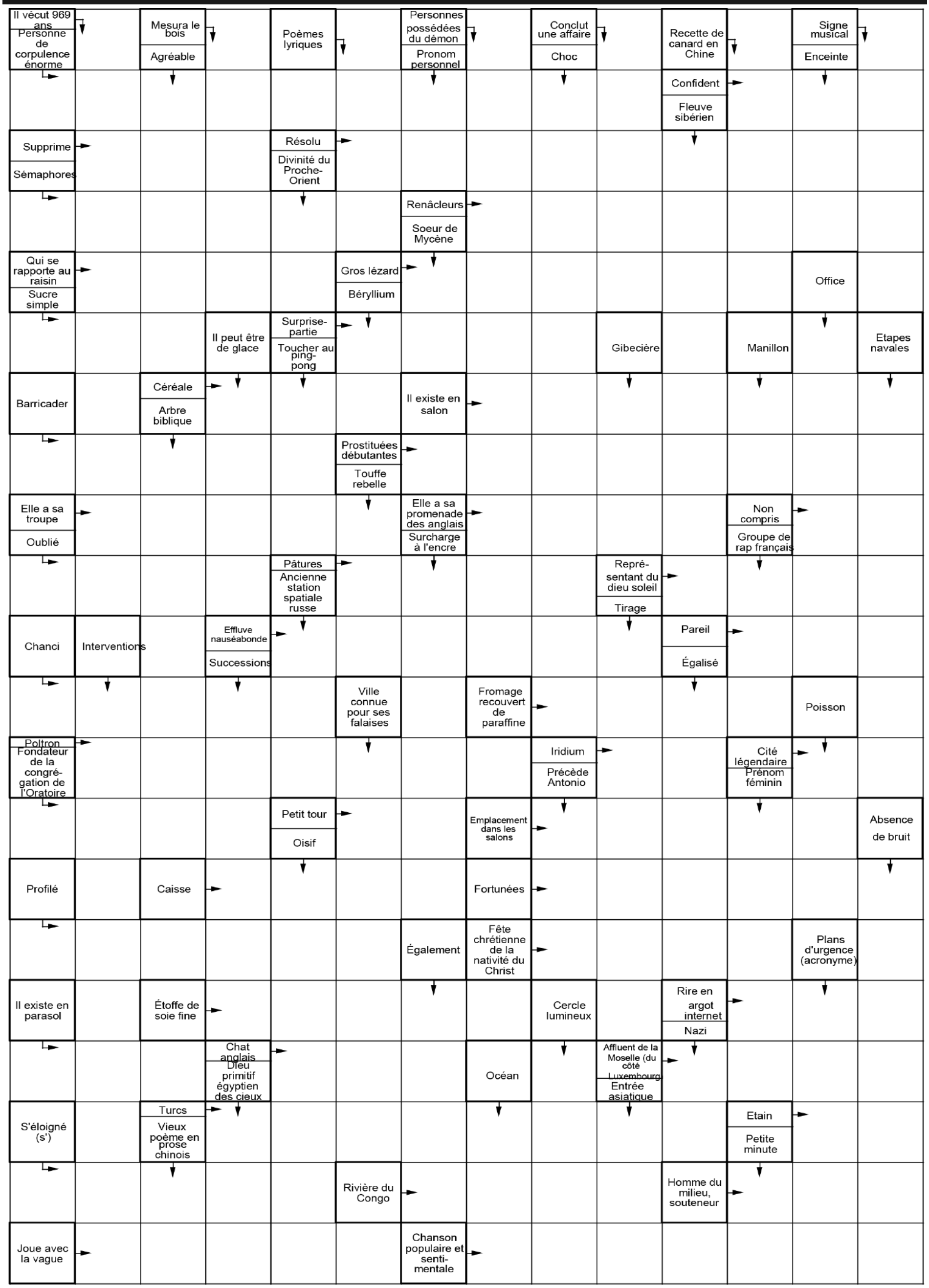
L'Europe irait trop loin sur la régulation de l'IA

L'AI Act va-t-il voir son nombre de détracteurs se multiplier au fil des semaines ? Car une nouvelle entreprise, et pas des moindres, trouve que les nouvelles règles sont trop contraignantes : Capgemini.
Le patron du géant français des services numériques, Aiman Ezzat, s'est en effet exprimé sur le sujet, juste avant le début du sommet de l'IA. Il a ainsi indiqué qu'à son sens, comme le rapporte Reuters, « en Europe, nous sommes allés trop loin et trop vite en matière de réglementation de l'IA. »

Un environnement légal trop fragmenté

Il faut dire qu'au moment où l'AI Act va devenir pleinement effectif, les États-Unis prennent une trajectoire totalement inverse. Donald Trump a ainsi annoncé mettre fin aux règles édictées à l'époque de Joe Biden destinées à encadrer le développement des IA, et a aussi lancé un immense plan d'investissements dans les infrastructures, plan baptisé Stargate.
Aiman Ezzat a aussi profité de l'occasion pour se plaindre de l'éparpillement des règles quant à ce qui a trait à l'IA, avec des cadres légaux différents dans chaque pays. « C'est une question complexe pour nous, car nous devons tenir compte de la réglementation en vigueur dans chaque pays où nous opérons, de ce que nous pouvons faire, de ce que nous ne pouvons pas faire et de notre responsabilité en tant que développeur » a-t-il expliqué. Il espère que le sommet qui se tient en ce moment à Paris permettra de pousser en faveur de plus d'harmonisation.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mercredi 12 février 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

PÉTROLE

Les cours poursuivent leur hausse

Les cours du pétrole ont poursuivi leur progression hier matin, portés par les inquiétudes concernant l'approvisionnement en brut, qui prennent le pas sur les préoccupations liées aux politiques tarifaires du président américain Donald Trump.
À 09h30 (heure algérienne), les contrats à terme sur le WTI (West Texas Intermediate) ont progressé de 0,90 %, atteignant 72,97 dollars le baril.
De leur côté, les contrats à terme sur le Brent, référence mondiale, ont gagné 0,96 %, s'établissant à 76,60 dollars le baril.
Lundi, les cours de l'or noir avaient déjà enregistré une hausse de plus de 1,5 %, clôturant à 72,32 dollars le baril pour le WTI et 75,87 dollars le baril pour le Brent.

COMITÉ D'ORIENTATION DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DU NEPAD

Mansouri prend part aux travaux

La secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargée des Affaires africaines, Mme Selma Bakhta Mansouri a pris part, lundi, en tant que représentante du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aux travaux de la 42e session du Comité d'orientation des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD), tenue virtuellement sous la présidence de M. Abdel Fattah Al-Sissi, président de la République arabe d'Egypte, a indiqué un communiqué du ministère.
Dans son intervention, Mme Mansouri a réaffirmé "l'engagement indéfectible de l'Algérie au renforcement de la complémentarité continentale, au développement de l'infrastructure et à la réalisation de la souveraineté économique de l'Afrique", soulignant l'importance des mégaprojets en tant que levier du développement durable, notamment "la route transsaharienne et la dorsale transsaharienne de la fibre optique", précise la même source.
A cet égard, elle a mis en exergue "le rôle pivot de l'Algérie, sous la direction éclairée du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans la concrétisation de ces deux projets stratégiques", rappelant que l'Algérie a achevé la réalisation de son tronçon de la route transsaharienne, et qu'elle œuvre, en collaboration avec les pays concernés, pour en faire un corridor économique favorisant le commerce et l'investissement.
Mme Mansouri a, en outre, mis en avant "l'importance de la dorsale transsaharienne de la fibre optique dans l'accompagnement de la transformation numérique du continent, l'amélioration de l'interconnexion entre les pays africains et le renforcement de leur infrastructure numérique", selon le communiqué.

CULTURES DE TOURNESOL

L'INPV met en garde contre la présence de moineaux nuisibles

L'Institut national de la protection des végétaux (INPV) a averti, mardi dans un communiqué, les agriculteurs des wilayas de Batna, Médéa, Mila et Ouled Djellel de la présence de moineaux nuisibles sur les cultures de tournesol.
"Le réseau de surveillance des stations régionales de l'INPV, après avoir déceler, la présence des moineaux nuisibles sur les cultures du tournesol dans les wilayas de Batna, Médéa, Mila et Ouled Djellel, conseille les agriculteurs de ces régions d'accentuer la vigilance et de signaler la moindre présence d'oiseaux aux services de la protection les plus proches", est-il indiqué dans le communiqué.
L'INPV a rappelé que les moineaux causent des dégâts sur toutes les cultures notamment le tournesol et engendrent des pertes de rendement qui peuvent être importantes durant cette période qui coïncide avec la période de reproduction, où les oisillons ont le plus besoins de nourritures.

SONATRACH/ THYSSENKRUPP

Le groupe sidérurgique allemand présente ses solutions technologiques innovantes

Le Président-Directeur Général de Sonatrach, Rachid Hachichi, a reçu une délégation de haut niveau du groupe sidérurgique allemand «Thyssenkrupp», conduite par sa Présidente-Directrice Générale, Naga Håkansson.
La rencontre s'est tenue au siège de la direction générale de Sonatrach, en présence de cadres dirigeants du groupe.
Selon un communiqué de Sonatrach, les discussions ont porté sur le renforcement de la coopération bilatérale, notamment dans les domaines des solutions technologiques innovantes appliquées aux industries de transformation et à la transition énergétique.
Les deux parties ont également échangé sur les perspectives de développement des relations bilatérales et sur les opportunités d'investissement mutuellement bénéfiques.
À noter que Thyssenkrupp est un leader mondial de l'industrie, de la technologie et de la recherche & développement. L'entreprise est active dans plusieurs secteurs stratégiques, tels que les technologies de décarbonation, les services liés aux matériaux en acier en Europe, ainsi que les systèmes maritimes.
Elle s'engage également dans la protection du climat, la transition vers les énergies propres et la transformation numérique.
Cette rencontre s'inscrit dans la stratégie de Sonatrach visant à renforcer ses partenariats internationaux et à développer des solutions innovantes adaptées aux évolutions mondiales du secteur de l'énergie et des industries de transformation.

SALON «AERO INDIA»

Le Général d'Armée Chanegriha prend part à la cérémonie d'ouverture

Le Général d'Armée, Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a pris part, lundi au 6e jour de sa visite officielle en Inde, à la cérémonie d'ouverture du Salon «Aero India», organisé au niveau de la Base aérienne de «Yelahanka» à Bangalore, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.
«Au sixième jour de sa visite en République d'Inde, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, a pris part aujourd'hui, 10 février 2025, à la cérémonie d'ouverture du Salon « Aero India », organisé au niveau de la Base aérienne de « Yelahanka » à Bangalore», précise la même source.
A cette occasion, le Général d'Armée «a suivi l'exécution de figures aériennes réalisées par les forces aériennes indiennes et certaines délégations militaires participantes à ce salon, et ce, en présence du ministre indien de la Défense et d'importants invités de divers pays du monde», ajoute le communiqué.
Lors de ces démonstrations, le Général d'Armée a fait part à son homologue indien de sa «grande appréciation du haut niveau des exhibitions exécutées», saluant «le succès de cet événement, qui constitue une opportunité pour l'échange d'expériences et une occasion pour s'enquérir des dernières innovations dans le domaine de l'aéronautique militaire et la défense aérienne».

DIPLOMATIE

M. Attaf s'entretient à Addis-Abeba avec son homologue somalien

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf a eu, mardi à Addis-Abeba, des entretiens bilatéraux avec le ministre d'Etat aux Affaires étrangères et à la Coopération internationale de la République fédérale de Somalie, M. Ali Mohamed Omar, à la veille de sa participation aux travaux du Conseil exécutif de l'Union africaine (UA), a indiqué un communiqué du ministère.
"Ces entretiens ont été l'occasion d'échanger les points de vue sur les principales questions inscrites à l'ordre du jour du Conseil exécutif et d'examiner les moyens d'insuffler une plus grande dynamique aux relations entre l'Algérie et la Somalie", précise le communiqué.
A cette occasion, les deux parties "ont souligné l'importance de poursuivre la coordination entre les deux pays durant leur mandat de membres non permanents au Conseil de sécurité de l'ONU, notamment dans le cadre du groupe A3", ajoute la même source.